

EXTRAIT du Registre aux Délibérations du CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK

Séance du 26 juin 2013

Objet n° 29 de l'ordre du jour

PRÉSENTS: M. Bernard Clerfayt, Bourgmestre-Président; MM. Vincent Vanhalewyn, Bernard Guillaume, Denis Grimberghs, Échevins; Mme Cécile Jodogne, Conseiller communal; MM. Etienne Noel, Saït Köse, Sadik Köksal, Michel De Herde, Mohamed El Arnouki, Mme Adelheid Byttebier, Échevins; MM. Georges Verzin, Jean-Pierre Van Gorp, Mohamed Lahlali, Mme Isabelle Durant, MM. Halis Kökten, Ibrahim Dönmez, Mmes Derya Alic, Mahinur Ozdemir, Conseillers communaux; M. Frederic Nimal, Echevin f.f.; MM. Abobakre Bouhjar, Yvan de Beaufort, Mme Angelina Chan, MM. Mohamed Reghif, Yves Goldstein, Hasan Koyuncu, Mmes Catherine Moureaux, Döne Sönmez, Jamila Sanhayi, Sophie Querton, Debora Lorenzino, MM. Burim Demiri, Axel Bernard, Seydi Sag, Mme Lorraine de Fierlant, M. Abdallah Kanfaoui, Mme Joëlle van Zuylen, M. Quentin van den Hove, Mmes Barbara Trachte, Berrin Saglam, M. Bram Gilles, Mme Asma Mettioui, M. Thomas Eraly, Conseillers communaux; M. Jacques Bouvier, Secrétaire communal.

ABSENTS: M. Emin Ozkara, Mmes Laurette Onkelinx, Filiz Güles, M. Mohamed Echouel, Conseillers communaux.

#Objet : Modification du règlement général de police #

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 42 voix contre 1 et 0 abstention(s).

Vu les articles 117, 119, 119bis, 133 et 135 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu le règlement général de police adopté le 22 novembre 2005 ;

Vu la loi du 13 mai 1999, publiée au Moniteur belge du 10 juin 1999, instaurant le système des sanctions administratives ;

Vu la loi du 17 juin 2004, publiée au Moniteur belge, du 23 juillet 2004, modifiant fondamentalement l'article 119 bis de la nouvelle loi communale, article inséré en son temps par la loi du 13 mai 1999 relative aux sanctions administratives, entré en vigueur le 1 avril 2005.

Vu la loi réparatrice du 20 juillet 2005 modifiant la loi précitée.

Vu la loi visant à réprimer le graffiti et la dégradation des propriétés immobilières et modifiant la nouvelle loi communale du 25 janvier 2007.

Considérant que la loi actuellement en vigueur abroge partiellement le titre X du livre 2 du Code pénal ainsi qu'un arrêté loi du 29 décembre 1945 relatif aux inscriptions sur la voie publique;

Considérant que pour que les comportements ainsi dépénalisés puissent encore faire l'objet de sanctions, il convient qu'ils soient intégrés dans le règlement général de police ;

Considérant qu'un grand nombre de comportements considérés comme des incivilités nuisant à l'ordre public, ne sont plus poursuivis, il est nécessaire d'instaurer un système de sanctions administratives.

Considérant que pour le bon fonctionnement du système de sanctions administratives, il y avait une nécessité d'uniformiser le règlement général de police au niveau de toute la zone de police.

Considérant que les articles 36-38 sont trop généraux pour pouvoir poursuivre certains types d'infractions, il était nécessaire d'insérer un article plus précis, l'article 38bis.

Considérant l'importance d'installation de caméras de surveillance sur le territoire de la commune.

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins :

ARRETE

le règlement général de police de la commune de Schaerbeek comme suit :

CHAPITRE Ier - DISPOSITIONS GENERALES

Art.1.

La voie publique est la partie du territoire communal affectée en ordre principal à la circulation des personnes ou des véhicules et accessibles à tous dans les limites prévues par les lois, arrêtés et règlements.

Elle comporte entre autres:

a) les voies de circulation y compris les accotements et les trottoirs;

b) les emplacements publics établis en tant que dépendances des voies de circulation et affectés notamment au stationnement des véhicules, aux jardins, aux promenades et aux marchés.

Sont assimilées à la voie publique les installations destinées au transport et à la distribution d'utilité publique des matières, d'énergie et de signaux.

Art.2.

§1. Les autorisations visées au présent règlement sont délivrées à titre précaire et révocable, sous forme d'un titre personnel et incessible, qui n'engage pas la responsabilité de la commune.

Elles peuvent être retirées par l'autorité compétente à tout moment lorsque l'intérêt général l'exige.

§2. Les bénéficiaires doivent se conformer strictement aux prescriptions de l'acte d'autorisation et veiller

à ce que l'objet de celui-ci ne puisse nuire à autrui, ni compromettre la sécurité, la tranquillité, la salubrité ou la propreté publiques.

La commune n'est pas responsable des dommages qui pourraient résulter de l'exercice, fautif ou non, de l'activité visée par l'autorisation.

§3. Lorsque l'acte d'autorisation a pour objet:

- une activité ou un événement dans un lieu accessible au public, il doit se trouver à l'endroit en question;
- une activité sur l'espace public ou une occupation de celui-ci, le bénéficiaire doit en être porteur quand l'activité ou l'occupation est en cours.

Dans les deux cas, il doit être exhibé à toute réquisition d'un agent habilité.

Art.3.

Quand la sécurité, la propreté, la salubrité ou la tranquillité publiques sont compromises par des situations ayant leur origine dans des propriétés privées, le Bourgmestre prendra les arrêtés qui s'imposent.

Les propriétaires, locataires, occupants ou responsables à un titre quelconque doivent s'y conformer.

En cas de refus ou de retard d'exécution des mesures prescrites par lesdits arrêtés, ainsi que dans les cas d'impossibilité de les notifier aux intéressés, le bourgmestre pourra y faire procéder d'office, aux risques et périls des défaillants, lesquels seront tenus solidairement au paiement des frais.

Art.4.

La personne qui ne respecte pas le prescrit des dispositions du présent règlement est civilement responsable des dommages qui pourraient en résulter.

La commune n'est pas responsable des dommages qui résulteraient du défaut d'observation des dispositions prescrites par le présent règlement.

Art.5.

Toute personne se trouvant sur la voie publique ou dans un lieu accessible au public doit se conformer immédiatement aux injonctions ou réquisitions des agents habilités, destinées à :

1. maintenir la sécurité, la tranquillité, la propreté ou la salubrité publiques;
2. faciliter les missions des services de secours et l'aide aux personnes en péril.

Cette obligation s'applique également aux personnes se trouvant dans une propriété privée lorsque les agents habilités y sont entrés sur réquisition des habitants ou dans les cas d'incendie, d'inondation ou d'appel au secours.

CHAPITRE II - DE LA

PROPRETE ET DE LA SALUBRITE PUBLIQUES

Section 1.

Propreté de la voie publique

Art.6.

Il est interdit de souiller de quelque manière que ce soit, de son fait ou du fait des personnes, animaux ou choses dont on a la garde ou la maîtrise:

1. tout objet d'utilité publique;
2. tout endroit de la voie publique;
3. les galeries et passages établis sur assiette privée, accessibles au public.

Art.7.

Quiconque a enfreint les dispositions de l'art.6 doit aussitôt remettre les choses en état de propreté, faute de quoi il y sera pourvu par les soins de la commune aux frais, risques et périls du contrevenant.

Art.8.

Sauf autorisation préalable du Bourgmestre, il est interdit de tracer tout signe ou d'effectuer toute inscription au moyen de quelque produit que ce soit, sur la voie publique.

Art.9.

Les marchands de produits alimentaires destinés à être consommés immédiatement et à l'extérieur s'assureront que la voie publique aux alentours de leur commerce ne soit pas salie par leurs clients et seront tenus d'en assurer la propreté.

Art.10.

Il est interdit d'uriner ou de déféquer sur la voie publique ainsi que dans les lieux et parcs publics, les galeries et passages établis sur assiette privée, accessibles au public, ailleurs que dans les lieux destinés à cet effet.

Il est interdit de cracher en tous lieux publics ou accessibles au public.

Art.11.

Il est interdit de jeter, d'une façon imprudente, sur une personne une chose quelconque pouvant l'incommoder ou la souiller.

Section 2.

Trottoirs, accotements et entretien des propriétés

Art.12.

Les trottoirs et accotements des immeubles habités ou non doivent être entretenus et maintenus en état de propreté. Ces obligations incombent:

1. pour les immeubles habités, aux occupants et gestionnaires de l'immeuble ou aux personnes chargées de l'entretien quotidien des lieux;
2. pour les immeubles non affectés à l'habitation, aux concierges, portiers, gardiens ou aux personnes chargées de l'entretien quotidien des lieux;

3. pour les immeubles non occupés ou les terrains non-bâties, à tout titulaire d'un droit réel sur l'immeuble ou aux locataires.

Ces obligations comprennent entre autres l'enlèvement des mauvaises herbes et plantes et toute réparation.

Les trottoirs et accotements ne peuvent être nettoyés qu'aux heures de la journée les plus compatibles avec la sécurité et la commodité de passage et la tranquillité publique et en aucun cas entre 22 heures et 7 heures.

Le trottoir s'entend de l'accotement généralement surélevé par rapport à la chaussée, situé le long de l'alignement et destiné au cheminement des piétons.

L'accotement s'entend de l'espace ou la partie de la voirie qui n'est pas comprise dans la chaussée.

Art.13.

Le bon état des terrains non-bâties ainsi que des parties non-bâties des propriétés doit être assuré en tout temps par les personnes visées à l'article 12, ce qui comporte notamment le soin de veiller à ce que la végétation qui y pousse ne menace pas la propreté ni la sécurité publiques et de veiller à ce qu'il n'y ait pas de versage de dépôts clandestins.

Section 3.

Plans d'eaux, voies d'eau, canalisations

Art.14.

Il est interdit d'obstruer les conduits destinés à l'évacuation des eaux pluviales ou des eaux usées.

Art.15.

Sauf autorisation, il est interdit de procéder au débouchage, au nettoyage ou à la réparation des égouts placés dans l'espace public ni d'y effectuer des raccordements.

L'interdiction ne s'applique pas à la désobstruction d'avaloirs si le moindre retard risque de causer préjudice aux propriétés riveraines et pour autant qu'il ne soit procédé à aucun démontage ni à aucune excavation.

Art.16.

Il est interdit de laisser s'écouler sur l'espace public les eaux pluviales depuis les propriétés bâties.

Art.17.

Il est interdit de souiller la glace qui s'est formée sur les pièces et voies d'eau, égouts et avaloirs d'égouts en y jetant ou y versant tout objet, toute substance quelconque ou tout animal mort ou vivant.

Art.18.

Il est interdit de se baigner dans les rivières, canaux, étangs, bassins, fontaines, d'y baigner des animaux ainsi que d'y laver ou tremper quoi que ce soit.

Section 4.

Evacuation de certains déchets

Art.19.

L'utilisation de conteneurs disposés sur le domaine public par l'administration communale ou avec l'accord de celle-ci est strictement réservée aux personnes et objets qu'elle a déterminés. Il est interdit d'y déposer d'autres objets ou immondices.

Les emplacements réservés par la commune pour récolter des déchets verts doivent être tenus en parfait état de propreté:

- ils sont uniquement réservés aux habitants de la commune;
- le déversement de déchets verts par des jardiniers professionnels y est interdit.

On entend par « déchets verts » les déchets issus de l'entretien des jardins et espaces verts ou les déchets ménagers, compostables ou biodégradables, à l'exclusion des déchets recyclables pour lesquels une collecte sélective est organisée.

Art.20.

Quiconque dépose sur la voie publique ou à proximité de celle-ci, des immondices destinées à être enlevées par le service compétent, est tenu de les rassembler dans un emballage conforme et suffisamment solide, étanche et obturé pour empêcher que les immondices puissent souiller la voie publique.

Il est interdit de fouiller dans les emballages contenant les immondices.

Les emballages conformes d'immondices ne peuvent être déposés sur la voie publique ou à proximité de celle-ci qu'au plus tôt la veille de l'enlèvement des immondices, à partir de 18h00.

Il est interdit de déposer les emballages conformes d'immondices au pied des arbres. Les riverains doivent déposer les emballages conformes d'immondices devant l'immeuble qu'ils occupent sur le trottoir, de manière à ne pas gêner la circulation et à être parfaitement visibles de la rue.

Section 5.

Entretien et nettoyage des véhicules

Art.21.

Il est interdit de procéder sur la voie publique à des travaux d'entretien, de graissage, de vidange ou de réparation de véhicules ou des pièces desdits véhicules, à l'exception des dépannages effectués immédiatement après la survenance de la défectuosité pour autant qu'il s'agisse d'interventions très limitées, destinées à permettre au véhicule de poursuivre sa route ou d'être pris en remorque.

Section 6.

Feu, poussières et objets divers

Art.22.

Il est interdit d'incommoder de manière intempestive le voisinage par des fumées, odeurs ou émanations quelconques, ainsi que par des poussières ou projectiles de toute nature.

Sauf autorisation de l'autorité compétente, il est également interdit de faire du feu en-dehors des immeubles bâtis et de détruire par combustion en plein air tous déchets, y compris les déchets verts tels que visés à l'article 19 du présent règlement.

Sans préjudice de l'alinéa 1^{er}, les barbecues sont autorisés dans les jardins privés et uniquement s'il est fait usage de fourneaux fixes ou mobiles.

Section 7.

Logement et campements

Art.23.

Sauf autorisation, il est interdit, sur tout le territoire de la commune et à tout endroit de la voie publique, de loger ou dormir plus de 24 heures consécutives dans une voiture, une caravane ou un véhicule aménagé à cet effet, ou de camper.

Il est également interdit sur un terrain privé d'utiliser comme moyen de logement des abris mobiles tels que remorques d'habitation, caravanes ou motor-homes, pendant plus de 24 heures consécutives, sauf autorisation.

Section 8.

Lutte contre les animaux nuisibles

Art.24.

Sauf autorisation, il est interdit d'abandonner, de déposer ou de jeter sur l'espace public et dans les lieux publics tels que parcs et jardins, toute matière quelconque destinée à la nourriture des animaux errants ou des pigeons.

Les propriétaires, gérants ou locataires d'immeubles, doivent procéder, de manière permanente à l'obstruction des endroits propices à la nidification des pigeons, ainsi qu'au nettoyage et à la désinfection des immeubles souillés.

Section 9.

Mesures de prophylaxie

Art.25.

L'accès des cabines, douches ou piscines des bains et installations sportives accessibles au public est interdit aux personnes:

- se trouvant en état de malpropreté manifeste;
- atteintes soit d'une maladie contagieuse, soit d'une blessure non cicatrisée ou couverte par un pansement, soit d'une affection dermatologique accompagnée d'éruptions cutanées ou présentant une affection contagieuse pour laquelle le refus d'accès est médicalement justifié.

Art.26.

Il est interdit de transporter ou de faire transporter des personnes atteintes de maladies contagieuses autrement qu'au moyen d'un véhicule-ambulance spécial.

Section 10.

Affichage

Art.27.

§1. Sans préjudice des dispositions du Règlement régional d'urbanisme, il est interdit d'apposer, de faire apposer ou de coller des affiches, tracts, autocollants ou papillons à tout endroit de l'espace public sans en avoir reçu l'autorisation de l'autorité compétente ou du propriétaire des lieux, ou en ne se conformant pas aux conditions déterminées par l'autorité compétente dans l'acte d'autorisation.

§2. Sans préjudice des ordonnances de police du Gouverneur de l'arrondissement administratif de la région de Bruxelles-Capitale, les affiches à caractère électoral peuvent être posées aux endroits déterminés par le collège des Bourgmestre et Echevins, selon les conditions que celui-ci détermine.

§3. L'autorité procèdera d'office aux frais du contrevenant, à l'enlèvement des affiches ou autocollants apposés en contravention au présent article.

Art.28.

Il est interdit de salir, recouvrir, abîmer, dégrader, altérer, enlever sans autorisation ou déchirer les affiches, tracts, autocollants ou papillons, que ceux-ci aient ou non été posés avec l'autorisation de l'autorité.

CHAPITRE III - DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE ET DE LA COMMODITÉ DU PASSAGE

Section 1.

Attroupements, manifestations, cortèges

Art.29.

Sauf autorisation visée à l'article suivant, il est interdit de provoquer sur la voie publique des attroupements de nature à entraver la circulation des véhicules ou à incommoder les piétons, ainsi que d'y participer.

Art.30.

Tout manifestation ou cortège, de quelque nature que ce soit, sur la voie publique ou dans les galeries et passages établis sur assiette privée, accessibles au public, est subordonné à l'autorisation du Bourgmestre.

La demande d'autorisation doit être adressée par écrit au Bourgmestre au moins dix jours ouvrables avant la date prévue et doit comporter les éléments suivants:

- les noms, adresse et numéro de téléphone de l'organisateur ou des organisateurs;

- l'objet de l'événement;
- la date et l'heure prévues pour le rassemblement;
- l'itinéraire projeté;
- le lieu et l'heure prévus pour la fin de l'événement et, le cas échéant, la dislocation du cortège;
- le cas échéant, la tenue d'un meeting à la fin de l'événement;
- l'évaluation du nombre de participants et les moyens de transport prévus;
- les mesures d'ordre prévues par les organisateurs.

Section 2.

Objets pouvant nuire par leur chute

Art.31.

Sont interdits, le dépôt et le placement à toute partie d'une construction de tout objet susceptible de choir sur la voie publique à moins qu'il ne soit retenu par un dispositif approprié.

Art.32.

Tout ouvrage ou construction situé à front de la voie publique doit être maintenu en bon état d'entretien.

Art.33.

Sauf autorisation, il est défendu de suspendre au travers de la voie publique quelque objet de quelque nature qu'il soit.

Art.34.

Il est défendu de battre ou de secouer des tapis ou tous autres objets au dessus de la voie publique

Art.35.

Il est interdit de jeter des objets quels qu'ils soient par les portes, baies ou fenêtres donnant sur la voie publique.

Lorsque l'évacuation de certains objets ou matériaux est indispensable par lesdites issues, notamment en cas de déménagement, toute précaution utile sera prise pour soustraire à la circulation des usagers, la partie de la voie publique rendue dangereuse et pour régler cette circulation de façon à éviter tout accident.

Section 3.

Activités incommodantes ou dangereuses sur la voie publique

Art.36.

Il est interdit de se livrer sur la voie publique, dans les lieux accessibles au public et dans les propriétés privées à une activité quelconque pouvant menacer la sécurité publique ou compromettre la sûreté et la commodité du passage, telles que:

1. jeter, lancer ou propulser des objets quelconques, sauf autorisation de l'autorité compétente ; cette disposition n'est pas applicable aux disciplines sportives et jeux pratiqués dans des installations appropriées ainsi qu'aux jeux de fléchettes ou de boules pratiqués ailleurs que sur l'espace public;
2. faire usage d'armes à air comprimé, excepté dans les stands dûment autorisés ou dans les métiers forains de tir;
3. faire usage de pièces d'artifice, sauf autorisation de l'autorité compétente;
4. escalader les clôtures, grimper aux arbres, poteaux, constructions ou installations quelconques;
5. se livrer à des jeux ou exercices violents ou bruyants;
6. réaliser tous travaux quelconques, sauf autorisation de l'autorité compétente;
7. se livrer à des prestations de nature artistique, sauf autorisation de l'autorité compétente;
8. garer son vélo au pied d'un arbre et/ou l'attacher à cet arbre. En cas d'infraction la commune pourrait procéder à l'enlèvement du vélo.

Les armes, munitions ou pièces d'artifice utilisées en infraction aux dispositions ci-dessus seront saisies.

Art.37.

Il est interdit d'établir ou de tenir sur la voie publique des jeux de loterie ou de hasard.

Art.38.

Il est interdit à toute personne exerçant une activité sur la voie publique, que celle-ci ait requis ou non une autorisation:

- d'entraver l'entrée d'immeubles et édifices publics ou privés;
- d'être accompagné d'un animal agressif;
- de se montrer menaçant;
- d'empêcher la progression des passants;
- d'exercer cette activité sur la voie carrossable.

Art.38.bis.

Sauf à obtenir une autorisation du Collège, il est interdit à toute personne se trouvant sur la voie publique d'entraver la progression des passants par le dépôt ou l'abandon de tout objet mobilier, tel que bagages, déchets ménager, débris de construction, véhicules,...

La notion d'entrave à la progression est notamment définie par les comportements suivants :

- laisser aux piétons, à tout endroit où leur passage est autorisé, par une largeur d'un seul tenant de moins de un mètre cinquante, ou une autre largeur définie par les autorités compétentes en fonction de circonstances spécifiques à certains lieux, ou leur imposant d'enjamber ou d'escalader les objets encombrant le passage ;
- laisser aux véhicules circulant sur la chaussée une largeur de moins de trois mètres, ou toute

autre largeur nécessaire au passage des véhicules de secours en fonction de circonstances spécifiques à certains lieux, ou laisser sur la chaussée des objets susceptibles de causer un dommage à un véhicule y circulant ;

- encombrer les pistes cyclables de manières qu'il ne soit plus possible pour un cycliste d'y circuler sans danger ;
- empêcher l'accès à des immeubles, bâtis ou non-bâtis, ou de restreindre cet accès dans la mesure indiquée ci-dessus pour les piétons, cyclistes et véhicules.

Art.39.

L'usage de trottinettes, de patins à roulettes ou de planches à roulettes n'est autorisé qu'à la condition de veiller à ne pas compromettre la sécurité des piétons ni la commodité du passage. L'autorité compétente peut cependant l'interdire aux endroits qu'elle détermine.

Art.40.

Sauf autorisation de l'autorité compétente, sont interdits sur la voie publique et dans les lieux publics:

- les collectes et les ventes-collectes ;
- les divertissements quelconques, tels que fêtes, bals, exhibitions, spectacles ou illuminations.

Les demandes d'autorisation doivent être introduites au moins vingt jours ouvrables avant l'activité.

Art.41.

Sans préjudice des autres dispositions prévues dans le présent règlement, nul ne peut, même momentanément, étaler des marchandises sur la voie publique sans une autorisation de l'autorité compétente.

Art.42.

Les personnes se livrant aux occupations de crieur, de vendeur ou de distributeur de journaux, d'écrits, de dessins, de gravures, d'annonces et de tous imprimés quelconques dans les rues et autres lieux publics ne peuvent sans autorisation utiliser du matériel pour l'exercice de cette activité.

Les distributeurs de journaux, d'écrits, de dessins, de gravures, d'annonces et de tous imprimés quelconques sont tenus de ramasser ceux qui seraient jetés par le public.

Il est défendu aux crieurs, vendeurs ou distributeurs de journaux, d'écrits, d'imprimés ou de réclames quelconques:

- de constituer des dépôts de journaux, écrits, etc. sur la voie publique ou sur le seuil des portes et fenêtres des immeubles;
- de constituer des dépôts de journaux, écrits, etc. dans les immeubles à l'abandon ainsi que dans les boîtes aux lettres sans numéro;
- d'apposer des réclames ou imprimés sur les véhicules;
- d'accoster, de suivre ou d'importuner les passants.

Art.43.

Les personnes se livrant à toute forme de mendicité, même sous le couvert de l'offre non professionnelle d'un service quelconque, ne peuvent troubler l'ordre public, ni compromettre la sécurité, la tranquillité ou la salubrité publiques.

Il leur est interdit de harceler les passants ou les automobilistes.

Il est interdit de pratiquer la mendicité sous quelque forme que ce soit aux abords ou dans les carrefours de circulation.

Le mendiant ne peut être accompagné d'un animal agressif et il ne peut exhiber aucun objet de nature à intimider les personnes qu'il sollicite. De même, l'utilisation des mineurs aux fins d'apitoyer les personnes sollicitées est strictement interdite.

Art.44.

Il est interdit, à l'extérieur des salles de spectacles ou de concerts et des lieux de réunions sportives ou de divertissements, d'accoster les passants sur la voie publique pour leur offrir en vente, des billets d'entrée ou pour leur indiquer les moyens de s'en procurer.

Il est également interdit aux commerçants ou restaurateurs ainsi qu'aux personnes qu'ils emploient d'aborder les clients ou de les héler pour les inciter à venir dans leur établissement.

Art.45.

Il est interdit de troubler de quelque manière que ce soit tout concert, spectacle, divertissement ou réunion quelconque sur la voie publique autorisés par l'autorité communale.

L'accès de la scène est interdit à toute personne qui n'y est pas appelée par son service. Il est interdit au public des salles de spectacles, de fêtes, de concerts ou de sport :

1. de venir sur la scène, la piste ou le terrain sans y être invité ou autorisé par les artistes, pratiquants ou organisateurs ainsi que de pénétrer dans les parties privées de l'établissement ou celles réservées aux artistes ou sportifs ;
2. d'interpeller ou d'apostropher les artistes ou de troubler autrement le spectacle, la fête ou le concert ;
3. de déposer des objets pouvant nuire par leur chute ou incommoder autrement le public, les acteurs ou les pratiquants, sur les balcons et garde-corps ou de les accrocher à ces endroits.

Section 4.

Installation de grues-tours

Art.46.

Toute installation d'une grue-tour sur la voie publique est soumise à l'autorisation du bourgmestre. Sans

préjudice des prescriptions réglementaires en matière d'urbanisme, d'environnement et de protection du travail, il est exigé:

1. qu'avant toute mise en service d'une grue-tour et chaque fois que le Règlement Général sur la Protection du Travail exige l'établissement d'un procès-verbal de vérification, une photocopie de cette pièce, rédigée par un organisme agréé, soit envoyée au Collège des bourgmestre et échevins, dans un délai de trois semaines avant le montage ou le remontage;
2. que toute utilisation de grue-tour soit subordonnée à la production d'un plan du chantier, en deux exemplaires, avec toutes les indications utiles et les caractéristiques de l'engin, y compris l'encombrement et le rayon de giration de la flèche;
3. que les grues-tours aient une assise stable au sol, de façon à éviter leur renversement. Quant aux grues-tours montées sur rail, elles seront de plus fixées à ces derniers et leur chemin de roulement sera maintenu fermement au sol de manière à éviter son arrachement ;
4. qu'au fur et à mesure de l'élévation du bâtiment, la grue-tour soit, ou bien comprise dans la construction, ou bien solidement amarrée en plusieurs endroits;
5. que les utilisateurs soient tenus de prendre toutes les dispositions adéquates pour que, lorsque la grue-tour se trouve placée dans la position girouette, sa stabilité ne soit pas réduite;
6. que, lorsque les matériaux transportés sont pulvérulents, liquides ou susceptibles de s'épandre, ils soient enfermés dans des conteneurs de façon à ce que rien ne puisse tomber sur le domaine public, dans les propriétés privées ou dans l'enclos formé par des palissades. Celles-ci devront au besoin, sur injonction de l'agent de l'autorité, être enlevées à chaque fermeture journalière du chantier;
7. qu'une liste comportant les noms, adresses et numéros de téléphone, de l'entrepreneur, de l'ingénieur ou du technicien qualifié ainsi que d'un membre du personnel grutier pouvant être atteints rapidement, de jour comme de nuit et en tout temps, soit déposée, avant l'emploi de la grue-tour, au commissariat de police. Une copie en sera affichée à l'extérieur du bureau du chantier.

Section 5.

Occupation privative de la voie publique

Art. 47.

§ 1. Sauf autorisation de l'autorité compétente, et sans préjudice des dispositions légales et réglementaires en matière d'urbanisme, sont interdites:

1. Toute occupation privative de la voie publique au niveau, au-dessus ou au-dessous du sol, notamment tout objet fixé, accroché, suspendu, déposé ou abandonné et qui ne tombe pas dans le système de la taxe sur les salissures sur la voie publique; en particulier, il est interdit d'embarrasser l'espace public en y laissant des matériaux, des échafaudages ou d'autres objets quelconques; il est également interdit d'y creuser des excavations.
2. L'installation contre tout lieu élevé des bâtiments ou contre les façades des maisons, d'objets pouvant nuire par leur chute ou par des exhalaisons nuisibles, même s'ils ne font pas saillie sur la voie publique.

Sont exceptés de cette disposition les objets déposés sur les seuils des fenêtres et retenus par un dispositif solidement fixé, non saillant, ainsi que les hampes de drapeaux.

§2. Sans préjudice des dispositions prévues par l'article 80.2 du code de la route, aucun objet ne pourra masquer, même partiellement, les objets d'utilité publique dont la visibilité doit être assurée intégralement.

Aucun objet ne pourra non plus masquer, même partiellement, les portes et fenêtres des immeubles jouxtant la voie publique.

§3. Les objets déposés, fixés, accrochés ou suspendus en contravention au présent article devront être enlevés à la première réquisition des agents habilités, faute de quoi il y sera procédé d'office aux frais, risques et périls du contrevenant.

§4. Toute personne ayant obtenu l'autorisation de déposer ou d'entreposer des matériaux, des échafaudages ou d'autres objets quelconques sur l'espace public, ou d'y creuser des excavations, est tenue d'assurer l'éclairage des dépôts, entrepôts ou excavations, à défaut de quoi il y sera procédé par l'administration aux frais, risques et périls du contrevenant.

Art. 48.

Si, pour quelque raison que ce soit, une personne est expulsée de la maison qu'elle occupe et que ses meubles sont déposés sur la voie publique, elle sera tenue de les enlever au moment de l'expulsion, à défaut de quoi il y sera procédé par l'administration aux frais, risques et périls du contrevenant.

Art.49.

Les propriétaires ou utilisateurs d'antennes placées sur les toits ou parties élevées des immeubles doivent en vérifier régulièrement la stabilité.

Art.50.

Les arbres et les plantations dans les propriétés privées doivent être émondés de manière que toute branche surplombant la voie publique se trouve à 2,50 m au moins au-dessus du sol et son extrémité à 0,50 m au moins en retrait de la voie carrossable.

Si des raisons particulières de sécurité l'exigent, les agents habilités pourront imposer des mesures différentes et les travaux prescrits devront être effectués au plus tard le huitième jour de la notification y relative. A défaut de satisfaire à la présente disposition, les travaux seront effectués par les soins de

l'administration aux frais, risques et périls du défaillant.

Art.51.

Il est interdit de faire passer de l'intérieur des immeubles sur la voie publique des objets longs ou encombrants sans prendre les précautions indispensables pour garantir la sécurité des passants. Les mêmes précautions sont à observer pour ouvrir les persiennes, volets mobiles ou stores installés au rez-de-chaussée lorsque l'immeuble se trouve dans un alignement général jouxtant la voie publique. Les volets et persiennes, lorsqu'ils seront ouverts, devront toujours être maintenus par leurs arrêts ou crochets. Les arrêts et crochets placés au rez-de-chaussée devront être fixés de manière à ne pas blesser les passants ou constituer une nuisance pour la sécurité.

Art.52.

Les entrées de cave et accès souterrains pratiqués dans la voie publique ne peuvent être ouverts:

- que pendant le temps strictement nécessaire aux opérations nécessitant l'ouverture;
- qu'en prenant toutes les mesures pour garantir la sécurité des passants.

Ces deux conditions sont cumulatives.

Section 6.

De l'utilisation des façades d'immeubles

Art.53.

§1. Tout propriétaire d'immeuble est obligé d'apposer de façon visible à l'extérieur à front de rue, le numéro qui lui a été attribué par la commune.

Il est interdit de masquer, d'arracher, de dégrader d'une manière quelconque ou de faire disparaître les numéros des immeubles attribués par l'administration ainsi que les plaques indicatrices du nom des voies publiques.

En cas de changement de numéro, l'ancien devra être traversé d'une barre noire et ne pourra être maintenu que deux ans au plus à partir de la notification faite à ce sujet par l'administration.

Si des travaux quelconques à l'immeuble entraînent nécessairement la suppression du numéro, ce dernier devra être rétabli au plus tard huit jours après la fin des travaux.

§2. Chaque ménage doit disposer d'une sonnette individuelle en état de fonctionnement prévue à l'entrée principale de l'immeuble et doit y apposer le nom des occupants.

Art.54.

Les propriétaires, usufruitiers, locataires, occupants ou responsables à un titre quelconque d'un immeuble sont tenus, sans que cela entraîne pour eux le moindre dédommagement, d'autoriser sur la façade ou le pignon de leur immeuble, même lorsqu'il se trouve en dehors de l'alignement, et dans ce cas, éventuellement à front de voirie:

1° la pose d'une plaque indiquant le nom de la rue du bâtiment;

2° la pose de tous signaux routiers.

3° l'ancrage pour l'éclairage public, les publicités publiques, guirlandes publiques, caméras publiques de surveillance, ...

4° de tout dispositif de sécurité

Art.55.

Les propriétaires, locataires, habitants ou responsables à un titre quelconque de biens immobiliers doivent s'assurer que ceux-ci, de même que les installations et appareils dont ils sont équipés, soient en parfait état de conservation, d'entretien et de fonctionnement de manière à ne pas constituer une menace pour la sécurité publique.

Section 7.

Mesures générales de nature à prévenir les atteintes à la sécurité publique

Art.56.

Il est interdit d'imiter les appels ou signaux des pompiers, de police locale ou fédérale et d'autres services de secours ou d'interventions urgentes.

Art.57.

Tout appel au secours abusif ou tout usage abusif d'une borne d'appel ou d'un appareil de signalisation destiné à assurer la sécurité des usagers est interdit.

Art.58.

Il est interdit à toute personne non habilitée à cette fin de pénétrer dans les constructions ou installations d'utilité publique non accessibles au public.

Il est interdit à toute personne non mandatée par l'administration communale de manœuvrer les robinets des conduites ou canalisations de toute nature, les interrupteurs de l'éclairage public électrique, les horloges publiques, les appareils de signalisation ainsi que les équipements de télécommunication placés sur ou sous la voie publique ainsi que dans les bâtiments publics.

Art.59.

Toute personne sommée par l'autorité administrative de réparer ou de démolir des édifices menaçant ruine est tenue d'y procéder sans délai, à défaut de quoi il y sera procédé par l'administration aux frais, risques et périls du contrevenant.

Art.60.

Il est interdit d'enlever des gazons, terres, pierres ou matériaux dans les lieux appartenant au domaine public de la commune sans y être dûment autorisés.

Section 8.

Prévention des incendies

Art.61.

Dès qu'un incendie se déclare, les personnes qui s'en aperçoivent sont tenues d'en aviser immédiatement, soit le bureau de police, soit un des postes de pompiers le plus proche, soit le centre d'appel d'urgence.

Art.62.

Les occupants d'un immeuble dans lequel un incendie s'est déclaré ainsi que ceux des immeubles voisins doivent:

1. obtempérer immédiatement aux injonctions et réquisitions des pompiers, agents de la Protection civile, des fonctionnaires de police ou d'autres services publics dont l'intervention est nécessaire pour combattre le sinistre;
2. permettre l'accès à leur immeuble;
3. permettre l'utilisation des points d'eau et de tous moyens de lutte contre l'incendie dont ils disposent.

Art.63.

Sont interdits sur la voie publique et dans les lieux accessibles au public le stationnement de véhicules et le dépôt, même temporaire, de choses pouvant gêner ou empêcher le repérage, l'accès ou l'utilisation des ressources en eau pour l'extinction des incendies.

Art.64.

Il est interdit de dénaturer, de dissimuler ou de laisser dissimuler les signaux d'identification ou de repérage des ressources en eau pour l'extinction des incendies.

Art.65.

Les bouches d'incendie, les couvercles ou trapillons fermant les chambres des bouches d'incendie et les puisards doivent toujours rester dégagés, bien visibles et aisément accessibles.

Art.66.

Si un événement tel que fête, divertissement, partie de danse ou toute autre réunion quelconque, est organisé dans un lieu accessible au public, dont les organisateurs sont en défaut de prouver que ledit lieu est conforme aux impératifs de sécurité notamment en application de la réglementation en matière de sécurité incendie, le bourgmestre pourra interdire l'événement et la police pourra, le cas échéant, faire évacuer et fermer l'établissement.

Art.67.

Les exploitants d'établissements qui sont habituellement accessibles au public, même lorsque celui-ci n'y est admis que sous certaines conditions, sont tenus de se conformer aux recommandations et directives du Service Régional d'Incendie.

Aussi longtemps que ces recommandations et directives ne sont pas respectées, les exploitants ne peuvent admettre le public dans leur établissement.

Section 9.

Dispositions particulières à observer par temps de neige ou de gel

Art.68.

Les trottoirs couverts de neige ou de verglas doivent être balayés ou rendus non glissants sur les deux tiers de leur largeur avec un minimum de 1 m 50.

La neige doit être déposée en tas au bord du trottoir et ne peut être jetée sur la chaussée. Les avaloirs d'égouts et les caniveaux doivent rester libres.

Ce soin incombe aux personnes visées à l'article 12 du présent règlement, selon les distinctions qui y sont établies.

L'épandage de sable ou de tout autre produit dans le but de faire fondre la neige ou le gel sur les marches d'escaliers extérieurs, sur les trottoirs ou sur la voie publique, ne délie pas les personnes qui y procèdent de leur obligation d'entretenir les trottoirs, conformément à l'article 12 du présent règlement.

Art.69.

Les stalactites de glace qui se forment aux parties élevées des immeubles surplombant la voie publique doivent être enlevées.

Cette obligation incombe aux personnes visées à l'article 12 du présent règlement, selon les distinctions qui y sont établies.

Art.70.

Il est interdit sur la voie publique:

- de verser ou de laisser s'écouler de l'eau par temps de gel;
- d'établir des glissoires;
- de déposer ou de jeter de la neige ou de la glace en provenance des propriétés privées.

Art.71.

Il est défendu de descendre sur la glace des canaux, bassins, cours d'eau et étangs, sauf autorisation.

Section 10.

Activités et aires de loisir

Art.72.

§1. Les engins mis à la disposition du public dans les aires ou terrains de jeu communaux doivent être utilisés de manière telle que la sécurité et la tranquillité publiques ne soient pas compromises.

Les enfants de moins de sept ans doivent obligatoirement être accompagnés d'un de leurs parents ou de la personne à la surveillance de laquelle ils ont été confiés.

§2. La commune n'est pas responsable des accidents survenus sur une aire de jeux communale.

Section 11.

De certains comportements sur la voie publique

Art.73.

Aucun chargement ou déchargement de meubles ou d'autres biens ne peut avoir lieu entre 22h00 et 7h00, sauf autorisation délivrée par l'autorité compétente.

Le transport, la manipulation, le chargement et le déchargement d'objets ou d'autres biens sur la voie publique doivent être effectués en veillant à ne pas obliger les piétons à quitter le trottoir, à ne pas les heurter ou les blesser et à ne pas compromettre ni la sûreté ni la commodité du passage, ni la tranquillité publique.

Art.74.

Il est interdit à la clientèle des grandes surfaces de distribution, d'abandonner les charrettes de magasin sur la voie publique.

Les exploitants de grandes surfaces de distribution sont tenus de prendre toutes mesures propres à garantir le respect de la présente disposition; ils sont tenus en outre d'assurer l'identification des charrettes de magasin.

CHAPITRE IV - DE LA TRANQUILLITE PUBLIQUE

Art.75.

Il est interdit de produire des bruits ou tapages entre 22h00 et 7h00 de nature à troubler la tranquillité des habitants.

Art.76.

§1. Il est interdit, sauf autorisation du Bourgmestre dans le cadre d'organisations privées ou publiques et à l'exception des terrasses attenantes aux débits de boissons, de consommer toute boisson alcoolisée sur la voie publique de 22.00 à 09.00 heures.

§2. On appelle boisson alcoolisée, toute boisson (fermentée, macérée, distillée ou autre) contenant de l'alcool éthylique ou éthanol.

Art.77.

La manipulation, le chargement ou le déchargement des matériaux, engins ou objets sonores quelconques, tels que plaques, feuilles, barres, boîtes, bidons ou récipients métalliques ou autres, sont régis par les principes suivants:

1. ces objets doivent être portés et non traînés, posés et non jetés;
2. si ces objets en raison de leurs dimensions ou de leur poids, ne peuvent être portés, ils devront être munis d'un dispositif permettant de les déplacer sans bruit.

Art.78.

Sauf autorisation du Bourgmestre, sont interdits sur la voie publique:

1. les diffusions vocales, instrumentales ou musicales
2. l'usage de haut-parleurs, d'amplificateurs ou d'autres appareils produisant ou reproduisant des ondes sonores ;
3. les parades et musiques foraines.

Art.79.

Sous réserve des règles relatives à la sécurité et à la salubrité publique, il est interdit de se couvrir le visage au point de rendre l'identification de la personne impossible ou difficile ou de se trouver déguisé, grîmé ou travesti sur la voie publique ou dans les lieux accessibles au public, excepté:

1° pendant le mardi gras, le dimanche qui le précède et celui qui le suit ainsi que le dimanche qui suit le jeudi de la mi-carême;

2° pour les participants à un cortège historique, folklorique ou carnavalesque autorisé;

3° lors d'un bal costumé.

Sauf autorisation, le port du masque est interdit.

Art.80.

Sans préjudice de la réglementation relative à la lutte contre le bruit, l'intensité des ondes sonores produites dans les propriétés privées ou dans les véhicules se trouvant sur la voie publique ne pourra, si elles sont audibles sur la voie publique, dépasser le niveau de bruit ambiant à la rue. Les infractions à la présente disposition commises à bord des véhicules seront présumées commises par leur conducteur.

Art.81.

§1. Les systèmes d'alarme équipant soit des immeubles soit des véhicules ne peuvent en aucun cas incommoder le voisinage par enclenchement intempestif.

A défaut pour toute personne responsable de mettre fin au trouble dans les dix minutes du déclenchement de l'alarme, les services de police pourront prendre les mesures qui s'imposent aux frais, risques et périls du contrevenant.

Par personne responsable on entend:

- pour les véhicules: le propriétaire ou tout ayant-droit;
- pour les immeubles: le propriétaire ou l'une des personnes visées à l'article 12 du présent règlement.

§2. L'alarme est définie comme un appareil ou un dispositif destiné à prévenir la commission d'une effraction, à avertir de la présence d'un intrus ou de fumée.

§3. Il est interdit d'utiliser ou de procéder au placement de tout dispositif répulsif qu'il soit sonore ou à ultrasons dont la propagation des ondes incommode ou est susceptible d'incommoder une ou plusieurs personnes se trouvant soit sur la voie publique, soit dans un lieu ou un établissement accessible au public, soit à proximité de ce dispositif.

Art.82.

Il est interdit de sonner ou de frapper aux portes dans le but d'importuner les habitants.

Art.83.

§1. Les dispositions du présent article sont applicables aux établissements habituellement accessibles au public, même si celui-ci n'y est admis que sous certaines conditions.

§2. Sans préjudice des dispositions légales relatives à la lutte contre le bruit, tout bruit émis à l'intérieur des établissements accessibles au public ne pourra, tant de jour que de nuit, dépasser le niveau de bruit ambiant à la rue s'il est audible sur la voie publique.

§3. Il est interdit aux exploitants des établissements accessibles au public, cafetiers, cabaretiers, restaurateurs, tenanciers de salle de danse et généralement ceux qui vendent en détail du vin, de la bière ou toute autre boisson, de verrouiller leur établissement aussi longtemps que s'y trouvent un ou plusieurs clients.

§4. La police pourra faire évacuer et fermer les établissements accessibles au public où elle constate des désordres ou bruits de nature à troubler la tranquillité publique ou le repos des habitants.

Si les désordres ou bruits perdurent de manière significative, le Bourgmestre pourra prendre toute mesure qu'il juge utile pour mettre fin au trouble, notamment en ordonnant la fermeture partielle ou totale de l'établissement pendant les heures et pour la durée qu'il détermine.

Art.84.

Il est interdit, en dehors des zones autorisées par le Bourgmestre, de faire de l'aéromodélisme, du nautisme et de l'automobile de type modèle réduit, radio téléguidée ou radio commandée. En tout état de cause, les bruits émis par ces appareils ne pourront porter atteinte à la tranquillité publique.

Art.85.

Toute réunion ouverte au public dans une salle pouvant contenir au moins cent cinquante personnes doit être portée à la connaissance du Bourgmestre au moins 8 jours avant sa date.

Art.86.

Si l'ordre public - notamment la tranquillité - est troublé autour d'un établissement accessible au public, du fait de comportements survenant dans cet établissement, le Collège peut décider de fermer ledit établissement pour une durée qu'il détermine, en se conformant aux lois, règlements et ordonnances en vigueur. En tout état de cause et sauf urgence, le Collège devra entendre l' (les) exploitant(s) en ses (leurs) arguments.

Le Bourgmestre peut également décider de fermer l'établissement pour une durée maximale de trois mois. La mesure cessera immédiatement d'avoir effet si elle n'est pas confirmée par le Collège des Bourgmestre et Echevins lors sa prochaine réunion. En tout état de cause et sauf urgence, le Bourgmestre devra entendre l'exploitant en ses arguments.

CHAPITRE V - DES ESPACES VERTS**Art.87.**

Au sens du présent chapitre, par espaces verts, il faut entendre les squares, parcs, jardins publics et d'une manière générale toutes portions de l'espace public situé hors voirie, ouvertes à la circulation des personnes et affectées, en ordre principal, à la promenade ou à la détente.

Art.88.

Le présent chapitre est applicable à tout usager des espaces verts. Il est affiché à une ou plusieurs entrées des espaces verts.

Art.89.

Les heures d'ouverture des espaces verts sont affichées à une ou plusieurs de leurs entrées. L'autorité compétente peut en ordonner la fermeture en cas de nécessité.

Art.90.

Nul ne peut pénétrer à l'intérieur des espaces verts en dehors des heures d'ouverture ou en cas de fermeture.

Art.91.

Sans préjudice des dispositions légales en vigueur, il est formellement interdit, dans les espaces verts:

1. de franchir les clôtures;
2. de circuler dans des endroits dont l'accès est interdit;
3. de nourrir les animaux sans autorisation du Collège des Bourgmestre et Echevins;
4. d'utiliser les infrastructures à d'autres fins que celles auxquelles elles sont destinées;
5. d'aménager un abri dans un espace vert,
6. de ramasser du bois;
7. de déposer des déchets verts;
8. de laisser les enfants de moins de 11 ans sans surveillance;
9. d'y vendre quoi que ce soit, sauf autorisation du Collège des Bourgmestre et Echevins.

Art.92.

Les personnes physiques ou morales autorisées à exercer une activité dans un espace vert, qu'elle soit permanente ou temporaire, qu'elles agissent directement ou par autrui, doivent prendre les dispositions nécessaires pour évacuer les déchets éventuellement générés par cette activité. Ces déchets ne pourront être stockés dans le parc, sauf autorisation du Collège des Bourgmestre et Echevins.

Art.93.

Aucune activité d'ampleur ne peut être organisée dans un espace vert. Des dérogations peuvent être accordées par le Collège des Bourgmestre et Echevins, assorties, le cas échéant, de conditions.

Art.94.

Nul ne peut, dans les espaces verts, se livrer à des activités qui puissent gêner les usagers ou perturber la quiétude des lieux ou la tranquillité des visiteurs.

Art.95.

Sauf autorisation délivrée par l'autorité compétente, aucun véhicule à moteur ne peut circuler ni stationner dans les espaces verts.

Art.96.

Les véhicules non motorisés, les cycles, les trottinettes, les planches à roulettes et les patins à roulettes sont interdits dans les espaces verts à l'exception des voitures d'enfants et de personnes moins valides, ainsi que des cycles conduits par des enfants de moins de 11 ans et dans la mesure où leur conduite ne met pas en danger la sécurité des autres usagers.

Les cycles, les trottinettes, les planches à roulettes et les patins à roulettes peuvent être utilisés aux endroits spécifiquement destinés à cet effet.

Art.97.

Il est interdit de faire du feu dans les espaces verts, sauf aux endroits spécifiquement prévus à cet effet.

Art.98.

Il est interdit dans les espaces verts d'apposer des panneaux ou affiches publicitaires ou d'utiliser tout autre moyen de publicité commerciale sans autorisation de l'autorité compétente.

Art.99.

§1. Il est interdit d'introduire tout animal quelconque dans les aires de jeux.

§2. Sauf autorisation de l'autorité compétente, il est interdit d'introduire des animaux dangereux ou des objets encombrants dans les espaces verts.

§3. Les animaux doivent être tenus par tous moyens appropriés, à tout le moins une laisse courte.

Les animaux dont on a la garde ne pourront abandonner leurs déjections que dans les endroits spécialement aménagés à cet effet.

§4. Sauf autorisation, il est interdit d'abandonner, de déposer ou de jeter sur les espaces verts toute matière quelconque destinée à la nourriture des animaux errants ou des pigeons.

§5. Il est interdit de prendre, tuer, blesser ou effrayer les animaux dans les espaces verts, ainsi que de détruire des nids ou des oeufs d'oiseaux.

Art.100.

Il est interdit de pêcher sans autorisation.

Art.101.

Il est interdit dans les espaces verts de camper sous tente ou dans un véhicule, sauf autorisation.

Art.102.

Il est interdit d'utiliser les emplacements réservés à des jeux ou sports bien déterminés pour d'autres jeux ou sports ou à d'autres fins.

Art.103.

Il est interdit de souiller les espaces verts de quelque manière que ce soit, de son fait ou du fait des personnes, animaux ou choses dont on a la garde ou la maîtrise.

Il est interdit de souiller la glace qui s'est formée sur les pièces d'eau des espaces verts en y jetant ou y versant tout objet, toute substance quelconque ou tout animal mort ou vivant.

Il est interdit de se baigner dans les pièces d'eau des espaces verts ainsi que d'y laver ou d'y tremper quoi que ce soit.

Art.104.

Il est interdit d'enlever les bourgeons et fleurs ou plantes quelconques.

Il est interdit de mutiler, secouer ou écorcer les arbres, d'arracher ou de couper les branches, les fleurs ou toute autre plante, d'arracher les pieux et autres objets servant à la conservation des plantations, de dégrader les chemins et allées, de s'introduire dans les massifs et les tapis végétaux, de les détruire ou de les endommager et de grimper aux arbres.

Art.105.

§1. L'accès aux pelouses est interdit à toute personne et à tout animal, pour autant que cette interdiction soit signalée par des panneaux spécifiques.

§2. L'accès aux pelouses est autorisé :

- soit pour les personnes exclusivement à la promenade ou au repos;
- soit pour les personnes qui peuvent également y pratiquer des jeux de ballon, dans la mesure où ceux-ci ne portent pas atteinte à la sécurité et/ou à la tranquillité des autres usagers;
- soit pour y pratiquer le tir à l'arc. Les organisateurs seront tenus de prendre toutes les mesures pour garantir la sécurité des pratiquants, des spectateurs et des passants.

§3. L'accès aux pelouses se fait sous la seule responsabilité des usagers.

§4. Le Collège des Bourgmestre et Echevins, peut, sur avis du service technique des espaces verts, déroger au présent article pour l'organisation d'événements exceptionnels.

CHAPITRE VI - DES ANIMAUX**Art.106.**

Il est interdit sur la voie publique:

1. de laisser divaguer un animal quelconque; les animaux divaguant seront placés conformément à l'article 9 de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux ;
2. d'abandonner des animaux à l'intérieur d'un véhicule en stationnement s'il peut en résulter un

- danger ou une incommodité pour les personnes ou pour les animaux eux-mêmes; cette disposition est également applicable dans les parkings publics;
3. de se trouver avec des animaux agressifs ou enclins à mordre des personnes ou d'autres animaux, s'ils ne sont pas muselés, ou porteurs de maladies contagieuses; cette disposition est également applicable dans les lieux accessibles au public ;
 4. de se trouver avec des animaux dont le nombre, le comportement ou l'état de santé pourraient porter atteinte à la sécurité ou à la salubrité publiques;
 5. d'exciter un chien à l'attaque ou à l'agressivité, ou de l'inciter ou de le laisser attaquer ou poursuivre des passants ou d'autres animaux domestiques, même s'il n'en est résulté aucun mal ou dommage.

Art.107.

Sauf autorisation, le dressage de tout animal est interdit sur l'espace public.
Cette disposition ne s'applique pas au dressage d'animaux par les services de police.

Art.108.

Les animaux doivent être maîtrisés et maintenus par tout moyen, et au minimum par une laisse courte, à tout endroit de la voie publique en ce compris les galeries et passages établis sur assiette privée, accessibles au public.

Art.109.

Les propriétaires d'animaux ou les personnes qui en ont la garde même occasionnelle ont l'obligation de veiller à ce que ces animaux:

- n'incommodent pas le public de quelque manière que ce soit;
- n'endommagent pas les plantations ou autres objets se trouvant sur l'espace public.
- ne causent pas de tort aux autres animaux.

Art.110.

Conformément à l'article 7 du présent règlement, les personnes qui accompagnent un chien sont tenues de faire disparaître les excréments déféqués par l'animal sur l'espace public, en ce compris les squares, les parcs, les espaces verts des avenues et les jardins publics, mais à l'exception des endroits spécialement prévus et aménagés à cet effet.

Ces personnes doivent ramasser les excréments de leur chien:

- soit au moyen d'un petit sachet en plastique, le cas échéant mis à leur disposition, en divers endroits de la commune, par des appareils distributeurs automatiques, et selon le mode d'emploi y figurant;
- soit de toute autre manière adéquate.

Art.111.

Il est interdit sur la voie publique de faire garder des véhicules et autres engins par des chiens, même mis à l'attache ou placés à l'intérieur des voitures.

Art.112.

Il est interdit d'introduire un animal quelconque même tenu par un moyen approprié dans les établissements accessibles au public dont l'accès lui est interdit soit par un règlement intérieur affiché à l'entrée, soit par des écriteaux et pictogrammes, le tout sans préjudice des dispositions légales et réglementaires relatives à l'hygiène des locaux et des personnes dans le secteur alimentaire.

CHAPITRE VII - DU COMMERCE AMBULANT

Art.113.

Le Collège des Bourgmestre et Echevins détermine les emplacements fixes réservés à l'exercice du commerce ambulancier.

Ces emplacements ne pourront être occupés qu'avec l'autorisation du Bourgmestre, selon la procédure déterminée par la commune.

Art.114.

Il est interdit aux personnes exerçant leur profession sur les emplacements occupés conformément aux dispositions de l'article précédent, d'y annoncer leur présence par des cris ou boniments ou à l'aide d'instruments quelconques.

Art.115.

Les commerçants qui exercent leur activité à l'aide d'un véhicule ne peuvent porter atteinte à la sécurité publique et la commodité du passage, à la tranquillité publique, à la propreté publique ni à la salubrité publique.

Sans préjudice de l'article 33 de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière, ces commerçants ne pourront pas faire usage, pour informer la clientèle de leur passage, de moyens sonores pouvant porter atteinte à la tranquillité publique.

Art.116.

§1. Il est interdit:

1. d'organiser une kermesse ou d'exploiter un métier forain sur un terrain privé accessible au public sans autorisation de l'autorité compétente;
2. d'installer un métier forain ou de maintenir son installation en dehors des endroits et dates prévus pour chaque kermesse ou fête foraine, soit par le cahier des charges qui y est relatif, soit par l'autorité compétente, ainsi que dans les cas où ce dernier ordonne le retrait de la concession ou de l'autorisation;
3. aux exploitants d'installer leurs véhicules ailleurs qu'aux emplacements désignés par l'administration.

Les métiers forains et les véhicules placés en infraction avec la présente disposition devront être déplacés à la première injonction de la police, faute de quoi il y sera procédé par les soins de l'administration aux frais, risques et périls du contrevenant.

§2. En cas d'infraction au présent article, le Collège des Bourgmestre et Echevins pourra prononcer la suspension administrative ou le retrait administratif de l'autorisation qui aura été accordée.

CHAPITRE VIII - SANCTIONS DE DISPOSITIONS CIVILES

Art.117.

Le bailleur ou mandataire du bailleur qui, dans toute communication publique ou officielle relative à la mise en location d'un bien affecté à l'habitation au sens large, n'a pas annoncé le montant du loyer demandé ou celui des charges communes pourra, conformément à l'article 1716 du Code civil, faire l'objet d'une amende administrative d'un montant de 50 à 200 euros.

CHAPITRE IX - DISPOSITIONS FINALES

Sanctions administratives

Art.118.

« A défaut de toute poursuite pénale, toute personne ayant commis une infraction visée aux articles 526 (destruction ou dégradation de tombeaux, monuments ou objets d'art), 534bis (graffitis), 534ter (dégradations des propriétés immobilières), 537 (destruction des arbres ou greffes), 545 (destruction de clôtures, déplacement ou suppression des bornes et pieds corniers), 559 1° (dégradation ou destruction volontaire de propriétés mobilières), 561 1° (tapages nocturnes), 563 2° (dégradations volontaires des clôtures) ou 3° (voies de fait ou violences légères) du Code pénal est puni d'une amende administrative d'un montant maximal de 250 euros. »

Les contraventions aux dispositions des articles numéros 5 à 60, 63 à 74, 76 à 85, 90 à 117, du présent règlement sont passibles d'une amende administrative moyennant un éventuel avertissement préalable formulé dans les trois mois et, pour les cas où celle-ci est possible, moyennant une médiation préalable par un service habilité mandaté par le fonctionnaire désigné.

En outre, en cas de contravention aux dispositions des articles 9, 29, 38, 46, 66, 67, 86, 112, 114 en plus de l'amende administrative éventuelle qui peut dans certains cas être infligée, le Collège peut également imposer la suspension administrative ou le retrait administratif de la permission ou de l'autorisation qui avait été accordée ou encore la fermeture administrative de l'établissement concerné.

Ces dernières sanctions ne peuvent être imposées qu'après que le contrevenant ait reçu un avertissement préalable.

Si une infraction est à la fois punissable pénalement et administrativement, les dispositions de l'article 119 bis §7 et §8 de la Nouvelle Loi communale seront de stricte application. c'est-à-dire que l'original du procès-verbal rédigé sera transmis au Procureur du Roi qui aura deux mois pour décider si des poursuites seront entamées sur le plan pénal.

Si des poursuites sont engagées au plan pénal, la procédure administrative cessera d'office. Par contre, si aucune poursuite n'est engagée au plan pénal, la procédure administrative pourra suivre son cours.

Art. 119

En cas de première infraction l'amende sera de maximum 100 € pour les majeurs et de maximum 75 € pour les mineurs

En cas de nouvelle infraction aux dispositions précitées ou de récidive dans un délai d'un an à dater de la dernière sanction administrative appliquée à un contrevenant, le montant de l'amende pourra être porté jusqu'à 250 euros, selon l'appréciation du fonctionnaire désigné.

Le maximum de l'amende est limité à 125 euros, soit la moitié du maximum possible pour les majeurs, lorsque le règlement communal sanctionne des comportements commis par des mineurs d'âge de plus de 16 ans.

Art. 120.

A l'échéance du délai, stipulé à l'article 119 bis par. 9, 2° de la nouvelle loi communale, ou avant l'échéance de ce délai, lorsque le contrevenant signifie ne pas contester les faits, ou, le cas échéant, après la défense orale de l'affaire par le contrevenant ou son conseil, le fonctionnaire sanctionnateur peut imposer les amendes administratives prévues par le règlement de police.

Le fonctionnaire communal habilité à imposer les amendes administratives au sein de la commune pourra, lorsqu'il l'estime opportun, proposer au contrevenant une procédure de médiation. Conformément à l'article 119 ter de la Loi du 17 juin 2004, il l'imposera obligatoirement, lorsque la situation se rapporte à des mineurs ayant atteint l'âge de seize ans accomplis au moment des faits. Cette médiation a pour seul objet de permettre à l'auteur de l'infraction d'indemniser ou de réparer le dommage qu'il a provoqué. La décision d'imposer une amende administrative est notifiée au contrevenant par lettre recommandée et dans le cas d'un contrevenant mineur, au mineur ainsi qu'à ses parents, ses tuteurs ou les personnes qui en ont la garde.

La décision doit être portée à la connaissance des intéressés dans un délai de six mois. Ce délai prend cours à compter du jour de la réception de la copie du procès-verbal ou de la réception du constat par le contrevenant.

Le contrevenant peut introduire un recours par requête écrite auprès du tribunal de police, selon la procédure civile, dans le mois de la notification de la décision. Cependant, si la décision se rapporte aux mineurs ayant atteint l'âge de seize ans accomplis au moment des faits, le recours est introduit par requête gratuite auprès du tribunal de la jeunesse.

L'application de sanctions administratives ou autres ne préjudicie en rien au droit du Bourgmestre de

recourir, aux frais risques et périls du contrevenant, à des mesures d'office nécessaires pour assurer l'exécution matérielle du présent règlement.

L'application des sanctions administratives se fait toujours sans préjudice des restitutions et dommages et intérêts qui pourraient être dus aux parties.

Sanctions pénales

Art.121.

Sans préjudice des peines prévues par les lois, décrets, arrêtés ou règlements d'administration générale, régionale et provinciale, les contraventions au présent règlement qui ne sont pas sanctionnées administrativement sont punies des peines de simple police.

Le règlement général de police modifié entre en vigueur le 8 juillet 2013 et s'appliquera aux infractions commises sur le territoire de la commune de Schaerbeek à partir de cette date.

Délibéré, en séance publique, à Schaerbeek, le 26 juin 2013.

Par le Conseil:

Jacques Bouvier
Secrétaire communal

Bernard Clerfayt
Bourgmestre-Président

UITTREKSEL uit het Notulenboek van de GEMEENTERAAD van SCHAARBEEK

Vergadering van 26 juni 2013

Voorwerp nr 29 van de agenda

AANWEZIG: H. Bernard Clerfayt, Burgemeester-Voorzitter; HH. Vincent Vanhalewyn, Bernard Guillaume, Denis Grimberghs, Schepenen; Mevr. Cécile Jodogne, Gemeenteraadslid; HH. Etienne Noel, Saït Köse, Sadik Köksal, Michel De Herde, Mohamed El Arnouki, Mevr. Adelheid Byttebier, Schepenen; HH. Georges Verzin, Jean-Pierre Van Gorp, Mohamed Lahlali, Mevr. Isabelle Durant, HH. Halis Kökten, Ibrahim Dönmez, Mevr. Derya Alic, Mahinur Ozdemir, Gemeenteraadsliden; H. Frederic Nimal, Schepen wnd.; HH. Abobakre Bouhjar, Yvan de Beaufort, Mevr. Angelina Chan, HH. Mohamed Reghif, Yves Goldstein, Hasan Koyuncu, Mevr. Catherine Moureaux, Döne Sönmez, Jamila Sanhayi, Sophie Querton, Debora Lorenzino, HH. Burim Demiri, Axel Bernard, Seydi Sag, Mevr. Lorraine de Fierlant, H. Abdallah Kanfaoui, Mevr. Joëlle van Zuylen, H. Quentin van den Hove, Mevr. Barbara Trachte, Berrin Saglam, H. Bram Gilles, Mevr. Asma Mettioui, H. Thomas Eraly, Gemeenteraadsliden; H. Jacques Bouvier, Gemeentesecretaris.

AFWEZIG: H. Emin Ozkara, Mevr. Laurette Onkelinx, Filiz Güles, H. Mohamed Echouel, Gemeenteraadsliden.

#Objet : Wijziging van het algemeen politiereglement #

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 42 stem(men) tegen 1 en 0 onthouding(en).

Gelet op de artikels 117, 119, 119bis, 133 en 135 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het politiereglement dat werd aangenomen en gewijzigd door de gemeenteraad 22 november 2005.

Gelet op de wet van 13 mei 1999, gepubliceerd in het Belgisch Staatsblad van 10 juni 1999, die het systeem van administratieve sancties invoert.

Gelet op de wet van 17 juni 2004 die in werking is getreden sinds 1 april 2005, gepubliceerd in het Belgisch Staatsblad op 23 juli 2004, die artikel 119 bis van de nieuwe gemeentewet ingevoerd door de wet van 13 mei 1999 fundamenteel wijzigt;

Gelet op de reparatiewet van 20 juli 2005, die voorgaande wet wijzigt.

Gelet op de wet tot bestraffing van graffiti en van beschadiging van onroerende eigendommen en tot wijziging van de nieuwe gemeentewet van 25 januari 2007.

Overwegende dat de huidig in werking zijnde wet gedeeltelijk Titel 10 van het Strafwetboek opheft, alsook een besluitwet van 29 december 1945 betreffende de opschriften op de openbare weg;

Overwegende dat opdat de gedepenaliseerde gedragingen nog zouden kunnen gesanctioneerd worden, het nodig is om deze gedragingen op te nemen in het algemeen politiereglement;

Gezien een groot aantal inbreuken, zoals gedragingen die overlast met zich meebrengen, niet langer vervolgd werden, is het noodzakelijk om een systeem van administratieve sancties in te voeren.

Gezien voor de goede werking van het systeem van administratieve sancties, het noodzakelijk is om het politiereglement te uniformiseren over geheel de politiezone.

Gezien de artikelen 36-38 te algemeen zijn om bepaalde soorten van inbreuken de vervolgen, was het noodzakelijk om een meer preciezer artikel in te voeren, artikel 38bis.

Gezien de noodzaak van het installeren van bewakingscamera's op het grondgebied van de gemeente.

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen:

BESLUIT

het algemeen politiereglement van de gemeente Schaarbeek als volgt vast te stellen:

HOOFDSTUK I - ALGEMENE BEPALINGEN.

Artikel 1 :

De openbare weg is dat gedeelte van het gemeentelijk grondgebied dat in hoofddorde bestemd is voor het verkeer van personen of voertuigen en voor iedereen toegankelijk is binnen de bij de wetten , besluiten en verordeningen bepaalde perken.

Het omvat onder andere :

a) de verkeerswegen met inbegrip van de bermen en de voetpaden;

b) de openbare ruimten, aangelegd als aanhorigheden van de verkeerswegen en voornamelijk bestemd voor het parkeren van voertuigen, voortuinen, wandelplaatsen en markten.

Worden gelijkgesteld met de openbare weg, de installaties voor het vervoer en de bedeling van openbaar nut van goederen, energie en signalen.

Artikel 2 :

§ 1. De in onderhavig reglement beoogde toelatingen worden precair en herroepbaar afgegeven, in de vorm van een persoonlijke en onoverdraagbare titel, die de gemeente niet aansprakelijk stelt.

Ze kunnen op ieder moment door de bevoegde overheid ingetrokken worden wanneer het algemeen

belang het vereist.

\$ 2. De begunstigten moeten zich strikt houden aan de voorschriften van de toelatingsakte en erover waken dat diens voorwerp geen schade kan berokkenen aan anderen, noch de openbare veiligheid, rust, gezondheid of netheid in het gedrang kan brengen.

De gemeente is niet aansprakelijk voor de schade die kan voortvloeien uit de - al dan niet foutieve - uitoefening van de bij de toelating beoogde activiteit.

\$ 3. Wanneer de toelatingsakte betrekking heeft op :

- een activiteit of een evenement in een voor het publiek toegankelijke plaats, moet deze zich op de plaats in kwestie bevinden.
- een activiteit op de openbare ruimte of een bezetting ervan, moet de begunstigde deze bij zich hebben tijdens de activiteit of de bezetting.

In beide gevallen moet de akte getoond worden aan een bevoegde agent.

Art. 3.

Wanneer de openbare veiligheid, netheid, gezondheid of rust in het gedrang zijn door situaties die hun oorzaak hebben in privé-eigendommen, kan de Burgemeester de nodige besluiten nemen.

De eigenaars, huurders, bezetters of zij die er op een of andere manier verantwoordelijk voor zijn , moeten er zich naar schikken.

In geval van weigering of vertraging in de uitvoering van de bij voornoemde besluiten voorgeschreven maatregelen, alsook indien het onmogelijk is ervan aan de betrokkenen kennis te geven, kan de burgemeester er ambtshalve toe doen overgaan, op risico van de in gebreke blijvende partijen, die solidair de betaling van de kosten moeten dragen.

Art. 4.

De persoon die de voorschriften van de bepalingen van onderhavig reglement niet naleeft, is burgerlijk aansprakelijk voor de schade die daaruit kan voortvloeien.

De gemeente is niet aansprakelijk voor de schade die zou voortvloeien uit de niet-naleving van de bij onderhavig reglement voorgeschreven bepalingen.

Art. 5.

Ieder die zich op de openbare weg bevindt of in een voor het publiek toegankelijke plaats, moet zich onmiddellijk schikken naar de verzoeken of bevelen van de bevoegde agenten, met het oog op :

1. Vrijwaring van de openbare veiligheid, rust, netheid of gezondheid.
2. vereenvoudiging van de taken van de hulpdiensten en de bijstand aan personen in gevaar.

Deze verplichting is tevens van toepassing op personen die zich in een privé-eigendom bevinden, wanneer de bevoegde agenten er zijn binnengegaan op verzoek van de bewoners of in geval van brand, overstroming of hulpgeroep.

Hoofdstuk II - DE OPENBARE NETHEID EN SALUBRITEIT.

Afdeling 1.

Netheid van de openbare weg

Art. 6.

Het is verboden op welke manier dan ook, door eigen toedoen of door toedoen van personen, dieren of zaken waarover men toezicht of zeggenschap heeft :

1. voorwerpen van openbaar nut;
2. plaatsen van de openbare weg;
3. galerijen en doorgangen op private grond die voor het publiek toegankelijk zijn, te vervuilen.

Art. 7.

Ieder die de bepalingen van art. 6 heeft overtreden, moet de zaken onmiddellijk opnieuw reinigen, zo niet zal de gemeente het doen op kosten en risico van de overtreder.

Art. 8.

Behoudens voorafgaande toelating van de Burgemeester, is het verboden, met welk produkt dan ook, tekens of opschriften te maken op de openbare weg.

Art. 9.

De verkopers van voedingswaren die onmiddellijk en buiten worden verbruikt, dienen het nodige te doen opdat hun klanten de openbare weg rond hun handel niet vervuilen en zijn ertoe gehouden om de netheid ervan te waarborgen.

Art. 10.

Het is verboden te urineren of uitwerpselen achter te laten op de openbare weg of in openbare plaatsen en parken, galerijen en doorgangen op privé-gebied die voor het publiek toegankelijk zijn, elders dan de in de daartoe bestemde plaatsen.

Het is verboden te spuwen op een openbare plaats of een voor het publiek toegankelijke plaats.

Art. 11.

Het is verboden, op onvoorzichtige wijze, naar een persoon een zaak te werpen die de betrokkene kan hinderen of vuil maken.

Afdeling 2.

Voetpaden, bermen en onderhoud van eigendommen

Art. 12.

De voetpaden en bermen van al dan niet bewoonde gebouwen dienen te worden onderhouden en schoon gehouden. Deze verplichtingen berusten :

1. voor bewoonde gebouwen, op de inwoners en beheerders van het gebouw of de personen die

- belast zijn met het dagelijks onderhoud van de gebouwen;
2. voor gebouwen zonder woonfunctie : op de conciërges, portiers, bewakers of de personen die belast zijn met het dagelijks onderhoud van de gebouwen;
 3. voor leegstaande gebouwen of onbebouwde terreinen: op iedere houder van een zakelijk recht op het gebouw, of op de huurders.

Deze verplichtingen omvatten onder andere de verwijdering van onkruid en wilde begroeiing, en alle herstellingen.

Voetpaden en bermen mogen enkel schoongemaakt worden op de meest aangewezen tijdstippen om de veilige en gemakkelijke doorgang en de openbare rust niet in het gedrang te brengen. En het mag in geen geval gebeuren tussen 22 uur en 7 uur.

Onder voetpad verstaat men de doorgaans ten opzichte van rijweg verhoogde berm, die langs de rooilijn gelegen is en voor de voetgangers bestemd is.

De berm is de ruimte of het gedeelte van de weg dat niet in de rijweg inbegrepen is.

Art. 13.

De goede staat van onbebouwde terreinen en onbebouwde gedeelten van eigendommen moet op ieder moment gewaarborgd worden door de in artikel 12 bedoelde personen, wat met name inhoudt dat erover dient gewaakt te worden dat de begroeiing noch de netheid, noch de openbare veiligheid bedreigt en erover te waken dat er geen vuil gestort wordt.

Afdeling 3.

Wateroppervlakten, waterwegen, kanaliseringen

Art. 14.

Het is verboden de leidingen voor de afvoer van regen- of afvalwater te versperren.

Art. 15.

Behoudens toelating is het verboden om de riolen in de openbare ruimte te ontstoppen, schoon te maken, te herstellen of er aansluitingen op aan te brengen.

Het verbod is niet van toepassing op de vrijmaking van kolken als de minste vertraging de aangrenzende eigendommen schade zou kunnen berokkenen en voor zover er niets wordt gedemonteerd of uitgegraven.

Art. 16.

Het is verboden het regenwater afkomstig van bebouwde eigendommen op de openbare ruimten te laten afvloeien.

Art. 17.

Het is verboden het ijs op stilstaand water en waterwegen, riolen en rioolkolken te vervuilen door er voorwerpen, vloeistoffen of dode of levende dieren op te werpen of te gieten.

Art. 18.

Het is verboden te baden in rivieren, kanalen, vijvers, bekkens, fontein, er dieren in te laten baden of wassen of er eender wat in onder te dompelen.

Afdeling 4.

Verwijdering van bepaalde afvalstoffen

Art. 19.

Het gebruik van containers die door het gemeentebestuur of met diens goedkeuring op de openbare ruimtes worden geplaatst, is strikt voorbehouden aan de personen en voorwerpen die deze heeft bepaald. Het is verboden er andere voorwerpen of afval in te deponeren.

De door de gemeente voor groenafval voorbehouden plaatsen moeten volkomen net worden gehouden.

- ze zijn voorbehouden voor de inwoners van de gemeente;
- het storten van groenafval door beroepstuiniers is er verboden;

Art. 20.

Wie op de openbare weg of in de nabijheid daarvan huisvuil plaatst om opgehaald te worden door de bevoegde dienst, is verplicht dit in een conforme verpakking te verzamelen die voldoende sterk, waterdicht en gesloten is, om te vermijden dat het huisvuil de openbare weg zou bevuilen.

Het is verboden de verpakkingen met vuilnis te doorzoeken.

De conforme verpakkingen mogen slechts gedeponeerd worden op de openbare ruimten of in diens nabijheid ten vroegste om 18h00, de avond voor het tijdstip van ophaling van het vuil.

Het is verboden om de conforme verpakkingen met vuilnis te deponeren rond de bomen. De bewoners moeten hun vuilnis op het voetpad voor het gebouw deponeren dat ze bewonen, op zulke manier dat het verkeer niet gehinderd wordt en ze perfect zichtbaar zijn vanaf de straat.

Afdeling 5.

Onderhoud en schoonmaak van voertuigen

Art. 21.

Het is verboden op de openbare weg het onderhoud, de smering, olieerversing of herstelling van voertuigen of stukken van deze voertuigen te doen, met uitzondering van het depanneren vlak na het zich voordoen van het defect voor zover het gaat om zeer beperkte interventies teneinde het voertuig in staat te stellen zijn weg voort te zetten of weggesleept te worden.

Afdeling 6.

Vuur, stof en varia

Art. 22.

Het is verboden de buurt op een ongepaste wijze te storen met rook, geuren of uitwasemingen van welke bron dan ook, alsook met stof of projectielen van allerlei aard.

Behoudens toelating van de bevoegde overheid is het eveneens verboden vuur te maken buiten gebouwen en in open lucht afval te verbranden, met inbegrip van groenafval zoals beoogd bij artikel 19 van onderhavig reglement.

Onverminderd het eerste lid zijn barbecues toegelaten in private tuinen en enkel als er gebruik wordt gemaakt van vaste of mobiele barbecuestellen.

Afdeling 7.

Logeren en kamperen

Art. 23.

Behoudens toelating is het verboden op het hele grondgebied van de gemeente en op iedere plaats van de openbare weg langer dan 24 uur achtereen te verblijven of te slapen in een wagen, een caravan of een daartoe ingericht voertuig, of er te kamperen.

Behoudens toelating, is het eveneens verboden meer dan 24 uur achtereen op een privé-terrein te verblijven in een mobiel onderkomen zoals een woonaanhangwagen, een caravan of een motorhome.

Afdeling 8.

Strijd tegen schadelijke dieren

Art. 24.

Behoudens toelating, is het verboden op de openbare ruimte en op de openbare plaatsen zoals parken en tuinen eender welke materie voor de voeding van zwervende dieren of duiven achter te laten, te deponeren of te werpen.

De eigenaars, beheerders of huurders van gebouwen moeten de plaatsen waar duiven nesten zouden kunnen bouwen permanent afschermen, alsook vervuilde gebouwen schoonmaken en ontsmetten.

Afdeling 9.

Preventiemaatregelen

Art. 25.

De toegang tot cabines, stortbaden of zwembaden en sportinrichtingen die voor het publiek toegankelijk zijn, is verboden voor personen :

- die duidelijk niet zindelijk zijn;
- die lijden aan een besmettelijke ziekte of een wonde die nog niet geheeld of met een verband bedekt is, hetzij een huidziekte die met uitslag gepaard gaat of die een besmettelijke aandoening vertonen waarvoor de weigering van de toegang medisch verantwoord is.

Art. 26.

Het is verboden personen die aan een besmettelijke ziekte lijden te vervoeren of te doen vervoeren met een ander vervoermiddel dan met een speciale ziekenwagen.

Afdeling 10

Aanplakking

Art. 27.

§ 1. Onverminderd de bepalingen van de Gewestelijke Stedenbouwkundige Verordening is het verboden op de openbare ruimten affiches, vlugschriften, stickers of plakbriefjes aan te brengen, te doen aanbrengen of te plakken, zonder toelating van de bevoegde overheid of de eigenaar van de plaats of zonder zich te schikken naar de door de bevoegde overheid in de toelatingsakte vastgestelde bepalingen.

§ 2. Onverminderd de politieverordeningen van de Gouverneur van het administratief arrondissement van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest kunnen de verkiezingsaffiches op de door het College van Burgemeesters en Schepenen aangeduide plaatsen aangebracht worden, naargelang de voorwaarden die het vaststelt.

§ 3. De overheid zal ambtshalve overgaan tot de verwijdering op kosten van de overtreder, bij affiches of zelfklevers die in strijd met onderhavig reglement worden aangebracht.

Art. 28.

Het is verboden de affiches, vlugschriften, stickers of plakbriefjes te bevuilen, te bedekken, te beschadigen, te vernielen, zonder vergunning te verwijderen of te verscheuren, ongeacht of ze al dan niet met de toelating van de overheid werden aangebracht.

HOOFDSTUK III - DE OPENBARE VEILIGHEID EN DE VLOTTE DOORGANG.

Afdeling 1.

Samenscholingen, betogingen, optochten

Art. 29.

Behoudens de in volgend artikel beoogde toelating is het verboden op de openbare weg samenscholingen die het verkeer van voertuigen of voetgangers kunnen storen, te veroorzaken of eraan deel te nemen.

Art. 30.

Iedere betoging of optocht - van welke aard dan ook - op openbare weg of in galerijen en doorgangen op voor het publiek toegankelijk privé-gebied, is onderworpen aan de toelating van de Burgemeester.

De toelatingsaanvraag moet minstens 10 werkdagen voor de voorziene datum schriftelijk aan de Burgemeester gericht worden en moet de volgende gegevens bevatten :

- de naam, het adres en het telefoonnummer van de organisator(en);
- het voorwerp van het evenement;
- de datum en het tijdstip voor de bijeenkomst;
- de geplande route;
- de voorziene plaats en tijdstip voor het einde van het evenement en in voorkomend geval de ontbinding van de optocht;

- of er een meeting wordt gehouden bij de afsluiting van het evenement;
- de raming van het aantal deelnemers en de beschikbare vervoermiddelen;
- de door de organisatoren voorziene maatregelen;

Afdeling 2.

Voorwerpen die door hun val kunnen hinderen

Art. 31.

Elk voorwerp dat op de openbare weg kan vallen, mag slechts neergezet of geplaatst worden op om het even welk gedeelte van een gebouw indien het vastgehouden wordt door een geschikt toestel.

Art. 32.

Ieder werk of bouwwerk gelegen langs de openbare weg moet in goede staat gehouden worden .

Art. 33.

Behoudens toelating is het verboden om het even welk voorwerp van welke aard ook, dwars over de openbare weg te hangen of te houden.

Art. 34.

Het is verboden tapijten of ieder ander voorwerp uit te kloppen of te schudden boven de openbare weg.

Art. 35.

Het is verboden om het even welk voorwerp door deuren, openingen of vensters te werpen, die uitgeven op de openbare weg. Wanneer de ontruiming van bepaalde voorwerpen of materialen door voormelde openingen onontbeerlijk is , bijvoorbeeld in geval van verhuizing, wordt elke voorzorgsmaatregel genomen om dat gedeelte van de openbare weg dat gevaarlijk is , te onttrekken aan het wegverkeer en de weggebruikers, en om het verkeer te regelen zodanig dat ieder ongeval wordt voorkomen.

Afdeling 3.

Hinderlijke of gevaarlijke activiteiten op openbare weg

Art. 36.

Het is verboden op de openbare weg, in voor het publiek toegankelijke plaatsen en in privé-eigendommen over te gaan tot een activiteit die de openbare veiligheid of de veilige en vlotte doorgang in het gedrang kan brengen, zoals :

1. voorwerpen gooien, stoten of lanceren, behoudens toelating van de bevoegde overheid; deze bepaling is niet van toepassing op de sportdisciplines en spelen die in adequate installaties worden verricht, noch op darts of jeu-de-boules op andere plaatsen dan in de openbare ruimte;
2. gebruik maken van wapens met samengeperste lucht , uitgezonderd in stands die daartoe een toelating hebben of in schietkramen op kermissen;
3. gebruik maken van vuurwerk, behoudens toelating van de bevoegde overheid;
4. klimmen op afsluitingen , in bomen, op palen, constructies of allerhande installaties;
5. gewelddadige of lawaaiige spelen of oefeningen doen;
6. allerhande werken verrichten, behoudens toelating van de bevoegde overheid;
7. artistieke prestaties leveren, behoudens toelating van de bevoegde overheid;
8. zijn fiets parkeren aan de voet van een boom en/of hem aan de boom vastmaken. In geval van inbreuk kan de gemeente overgaan tot de weghalen van de fiets.

Wapens, munitie of vuurwerk dat gebruikt werd in strijd met bovenvermelde bepalingen, worden in beslag genomen.

Art. 37.

Het is verboden op de openbare weg loterijen of kansspelen te plaatsen of te houden.

Art. 38.

Het is verboden voor ieder persoon die op de openbare weg een activiteit uitoefent, ongeacht of deze een toelating heeft gekregen;

- de toegang tot openbare of private plaatsen gebouwen te belemmeren;
- vergezeld te zijn van een agressief dier;
- zich dreigend op te stellen;
- de doorgang van voorbijgangers te verhinderen;
- deze activiteit op de rijweg uit te oefenen.

Art.38.bis.

Tenzij een toelating bekomen werd door het College, is het voor iedere persoon die zich op de openbare weg bevindt verboden om de doorgang van de voorbijgangers te belemmeren door het plaatsen of achterlaten van elk vervoerbaar voorwerp zoals bagages, huisvuil, bouwafval, voertuigen,...

Het begrip doorgang belemmeren werd onder andere door volgende gedragingen gedefinieerd:

- aan de voetgangers, op iedere plaats waar de doorgang toegelaten is, een breedte van minder dan 1m50 laten, of een andere breedte die door de bevoegde overheden is opgelegd naar gelang van de specifieke omstandigheden op bepaalde plaatsen, of die hen verplichten om over voorwerpen die de doorgang belemmeren te stappen of te klimmen;
- aan de auto's die op de wegen circuleren, een breedte van minimum 3m laten, of welke andere nodige breedte die nodig is voor de doorgang van hulpvoertuigen in functie van de specifieke omstandigheden bij bepaalde plaatsen, of op de weg voorwerpen achterlaten die in staat zijn om schade aan te richten aan de circulerende voertuigen;
- de fietspaden vol te leggen op een manier dat het voor de fietsers onmogelijk wordt om te circuleren zonder gevaar;

- de toegang tot de gebouwen, in aanbouw of niet, beletten of de toegang beperken zoals hierboven beschreven, voor de voetgangers, fietsers en voertuigen.

Art. 39.

Het gebruik van steps, rolschaatsen of skateboards is enkel toegelaten op voorwaarde dat de veiligheid van de voetgangers noch de vlotte doorgang in het gedrang wordt gebracht. De bevoegde overheid kan het echter verbieden op de plaatsen die zij bepaalt.

Art. 40.

Behoudens toelating van de bevoegde overheid is het verboden op de openbare weg en in openbare plaatsen ;

- inzamelingen en inzamelingen door middel van verkoop te houden;
- te zorgen voor vermakelijkheden zoals fuiven, bals, tentoonstellingen, spektakels of feestelijke verlichting;

De vergunningsaanvragen moeten minstens 10 werkdagen voor de activiteit ingediend worden.

Art. 41.

Onverminderd de andere bij onderhavig reglement voorziene bepalingen mag niemand, ook niet tijdelijk, goederen uitstallen op de openbare weg zonder vergunning van de bevoegde overheid.

Art. 42.

De personen die optreden als omroeper, verkoper of verdeler van kranten, publikaties, tekeningen, gravures, advertenties en allerhande drukwerken in straten en andere openbare plaatsen, mogen zonder toelating geen materiaal gebruiken voor de uitoefening van die activiteit.

De verdelers van kranten, documenten, tekeningen, gravures, advertenties en allerhande drukwerken dienen wat er door het publiek op de grond wordt gegooid, op te rapen.

Het is verboden voor omroepers, verkopers of verdelers van kranten, documenten, drukwerken of reclame :

- stapels kranten, documenten, enz. achter te laten op de openbare weg of op de drempel van deuren en vensterbanken van gebouwen;
- stapels kranten, documenten, enz. achter te laten in verlaten gebouwen en niet genummerde brievenbussen.
- reclame of drukwerk op voertuigen te bevestigen;
- voorbijgangers aan te klampen, te volgen of lastig te vallen.

Art. 43.

De personen, die zich toeleggen op iedere vorm van bedelarij, zelfs onder het mom van eender welke niet professionele dienst, mogen de openbare orde niet verstoren, noch de veiligheid, de openbare rust en de gezondheid in het gevaar brengen. Het is hun verboden om voorbijgangers en automobilisten lastig te vallen.

Het is verboden om te bedelen op kruispunten en aan de zijkant ervan.

De bedelaar mag niet vergezeld zijn door een agressief dier en hij mag geen enkel voorwerp tonen met de bedoeling om de aangesproken personen te intimideren. Het is eveneens verboden dat minderjarigen gebruikt worden om medelijden op te wekken bij de aangesproken personen.

Art. 44.

Het is verboden buiten de zalen voor spektakels of concerten en plaatsen voor sportbijeenkomsten of vermakelijkheden, de voorbijgangers op de openbare weg aan te klampen om hun inkomkaarten te koop aan te bieden of om hun uit te leggen hoe ze er zich kunnen aanschaffen.

Het is eveneens verboden voor handelaars of restauranthouders alsook voor personen die ze tewerkstellen, cliënten aan te spreken of te roepen teneinde ze aan te sporen om naar hun zaak te komen.

Art. 45.

Het is verboden op welke manier dan ook ieder concert, spektakel, vermakelijkheden of bijeenkomsten op de openbare weg toegelaten door de gemeentelijke overheid, te storen.

De toegang tot de scène is verboden voor ieder die er niet om dienstredenen hoeft te zijn.

Het is verboden voor het publiek van zalen voor spektakels, feesten, concerten of sport:

- a) zich op de scène, piste of terrein te begeven zonder daar vanwege de artiesten, sportlui of organisatoren een uitnodiging of toelating voor te hebben gekregen, alsook zich toegang te verschaffen tot de private delen van het etablissement of degene die voor de artiesten of sportlui voorbehouden zijn;
- b) de artiesten te roepen of toe te schreeuwen of het spektakel, feest of concert op een andere manier te verstoren;
- c) voorwerpen op de balkons en leuningen te deponeren of eraan te bevestigen, die door hun val of op enige andere manier het publiek, de acteurs of de performers kunnen storen.

Afdeling 4.

Plaatsing van torenkranen

Art. 46.

Iedere plaatsing van een torenkraan op de openbare weg is onderworpen aan de toelating van de burgemeester.

Onverminderd de reglementaire voorschriften inzake stedenbouw, leefmilieu en arbeidsbescherming, is het verplicht :

1. voor iedere ingebruikname van een torenkraan en telkens als het Algemeen Reglement op de Arbeidsbescherming het opmaken van een proces-verbaal van verificatie vereist, een fotokopie van dit document, opgesteld door een erkend organisme, op te sturen naar het College van Burgemeester en Schepenen, binnen een termijn van drie weken voor de montage of het opnieuw monteren;
2. dat ieder gebruik van de torenkraan onderworpen is aan de opstelling van een plan van de werkplaats, in twee exemplaren, met alle nuttige aanduidingen en kenmerken van het tuig, met inbegrip van de plaatsruimte en de draaicirkel van de arm;
3. dat de torenkranen een stabiele basis hebben op de grond, om het omvallen ervan te vermijden. Toren-hijskranen moeten aan deze rails vastgemaakt worden en de rails moeten op hun beurt stevig in de grond verankerd worden om uitrukken te voorkomen;
4. dat de torenkraan, naarmate de bouw vordert, hetzij in het gebouw opgenomen wordt; hetzij degelijk op verschillende plaatsen vastgeankerd wordt;
5. dat de gebruikers alle gepaste maatregelen nemen opdat de stabiliteit van de torenkraan niet zou verminderen wanneer deze zich in draaistand bevindt;
6. dat de vervoerde materialen indien deze poedervormig of vloeibaar zijn of zich kunnen verspreiden, zouden opgeborgen worden in containers zodat er niets kan vallen op het openbaar domein, in de private eigendommen of binnen de met paalwerk omheinde ruimte. De omheining moet zo nodig op bevel van een overheidsbeambte verwijderd worden bij de dagelijkse sluiting van de werkplaats.
7. dat voor de ingebruikname van de torenkraan op het politiecommissariaat een lijst wordt ingediend met de namen, adressen en telefoonnummers van de aannemer, de ingenieur of bevoegde technicus alsook een lid van het kraanpersoneel, die te allen tijde snel bereikt kunnen worden, zowel overdag als 's nachts. Een kopie van deze lijst dient aan de buitenzijde van het kantoor van de werkplaats aangeplakt te worden.

Afdeling 5.

Privatieve ingebruikneming van de openbare weg

Art. 47.

§ 1. Behoudens toelating van de bevoegde overheid en onverminderd de wettelijke en reglementaire bepalingen inzake stedenbouw is het volgende verboden :

1. Iedere privatieve bezetting van de openbare weg op het niveau van de begane grond, erboven of eronder, zoals een vastgehecht, opgehangen, geplaatst of achtergelaten voorwerp en die niet valt onder het stelsel van de belasting op het vervuilen van de openbare weg; het is in het bijzonder verboden de openbare ruimte te versperren door er materiaal, steigers of andere soortgelijke voorwerpen achter te laten ,het is tevens verboden er putten te graven.
2. De installatie tegen hoge delen van gebouwen of tegen de gevels van huizen, van voorwerpen die gevaar kunnen veroorzaken door hun val of door schadelijke uitwasemingen, ook al steken ze niet uit over de openbare weg.

Deze bepaling is niet van toepassing op de voorwerpen die geplaatst werden op vensterbanken en vastgehouden worden door een stevig bevestigde en niet uitstekende voorziening, evenals vlaggestokken.

§ 2. Onverminderd de bepalingen van artikel 80.2 van de wegcode mag geen enkel voorwerp, zelfs gedeeltelijk, , de voorwerpen van openbaar nut waarvan de zichtbaarheid volledig moet verzekerd zijn, verbergen.

Evenmin mag eender welk voorwerp, zelfs gedeeltelijk, de deuren of ramen van gebouwen langs de openbare weg verbergen.

§ 3. De voorwerpen die in strijd met onderhavig artikel zijn geplaatst, vastgehecht of opgehangen, dienen op het eerste bevel van de bevoegde agenten verwijderd worden. Zo niet zal daar ambtshalve toe worden overgegaan op kosten en risico van de overtreder.

§ 4. Iedere persoon die de toelating gekregen heeft om materialen, steigers of andere soortgelijke voorwerpen op de openbare plaats te plaatsen of te bewaren, of er putten te graven, dient de verlichting van die plaatsen te verzekeren, zoniet zal daar door het bestuur toe overgegaan worden op kosten en risico van de overtreder.

Art. 48.

Indien om welke reden dan ook een persoon uit het huis dat hij/zij bewoont, wordt gedreven en diens meubels op de openbare weg worden gezet, moet deze persoon ze op het moment van de uitzetting verwijderen , zo niet zal daar door het bestuur toe overgegaan worden op kosten en risico van de overtreder.

Art. 49.

De eigenaars of gebruikers van antennes geplaatst op daken of verhoogde gedeelten van gebouwen, dienen er regelmatig de stabiliteit van te controleren.

Art. 50.

Bomen en beplantingen in private eigendommen moeten zodanig gesnoeid worden dat iedere tak die over de openbare weg hangt, zich op minstens 2,50m. hoogte van de grond bevindt en het uiteinde ervan zich op minstens 0,50m. afstand van de rijweg bevindt.

Indien bijzondere veiligheidsredenen dat vereisen, kunnen de bevoegde agenten andere afmetingen opleggen en de voorgeschreven werken dienen ten laatste acht dagen na de desbetreffende kennisgeving

verricht te worden. Indien er aan onderhavige bepaling geen gevolg wordt gegeven, zullen de werken door het bestuur verricht worden op kosten en risico van de in gebreke blijvende partij.

Art. 51.

Het is verboden lange of omvangrijke voorwerpen van binnen een gebouw op de openbare weg te laten uitsteken zonder de nodige maatregelen te nemen om de veiligheid van de voorbijgangers te waarborgen.

Dezelfde voorzorgsmaatregelen dienen in acht te worden genomen bij het openen van buitenblinden, beweegbare luiken of zonnegordijnen op het gelijkvloers als het gebouw langs de rooilijn aan de openbare weg staat.

Wanneer de buitenblinden of beweegbare luiken open zijn, dienen ze met pallen of haken op hun plaats te worden gehouden.

De pallen en haken op het gelijkvloers dienen zodanig vastgehecht te zijn dat ze de voorbijgangers niet kunnen verwonden of de veiligheid niet in het gedrang kunnen brengen.

Art. 52.

Ingangen van kelders en toegangen tot ondergrondse ruimten op de openbare weg mogen slechts geopend worden :

- gedurende de tijd die nodig is voor de handelingen waarvoor de opening vereist is;
- met inachtneming van alle maatregelen om de veiligheid van de voorbijgangers te waarborgen.

Beide voorwaarden zijn cumulatief.

Afdeling 6.

Het gebruik van gevels van gebouwen

Art. 53.

Iedere eigenaar van een gebouw is verplicht het door de gemeente toegekende huisnummer goed zichtbaar aan de straatkant aan te brengen.

Het is verboden op welke manier dan ook de toegekende huisnummers en straatnaamborden te verbergen , af te rukken, te beschadigen of te doen verdwijnen.

In geval van wijziging van het nummer dient het oude nummer met een zwarte streep te worden doorstreept en mag het maximaal twee jaar behouden blijven vanaf de kennisgeving ter zake door het bestuur.

Als werken aan het gebouw de verwijdering van het huisnummer vereisen, dient dit nummer ten laatste acht dagen na de beëindiging van de werken te worden hersteld.

Ieder huishouden moet beschikken over een individuele deurbel aan de hoofdingang van het gebouw, die in staat van werking is en die de naam van de bewoners weergeeft.

Art. 54.

De eigenaars, vruchtgebruikers, huurders, bewoners of om het even welke verantwoordelijken van een gebouw dienen, zonder dat dit voor hen enige schadeloosstelling teweegbrengt, op de gevel of topgevel van hun gebouw, ook wanneer dit zich buiten de rooilijn bevindt, en in dit geval eventueel langs de straatkant, het aanbrengen toe te staan van :

1° een plaat met de aanduiding van de straatnaam van het gebouw;

2° alle verkeerstekens.

3° een klem voor de openbare verlichting, openbare publiciteit, openbare feestverlichting, openbare bewakingscameras,

4° ieder veiligheidsmateriaal

Art. 55.

De eigenaars, huurders, bewoners of verantwoordelijken van een gebouw moeten zich ervan verzekeren dat bovengenoemde zaken, alsook de installaties en apparaten waarmee ze uitgerust zijn, zich in perfecte staat van bewaring, onderhoud en werking bevinden, opdat ze de openbare veiligheid niet in het gedrang zouden brengen.

Afdeling 7.

Algemene maatregelen ter voorkoming van schendingen van de openbare veiligheid

Art. 56.

Het is verboden de geluidssignalen van de brandweer, de lokale of federale politie en andere hulpdiensten of dringende interventies te imiteren.

Art. 57.

Iedere bedrieglijke hulpoproep of bedrieglijk gebruik van een telefoonpaal of signalisatietoestel bestemd om de veiligheid van de gebruikers te verzekeren, is verboden.

Art. 58.

Onbevoegde personen mogen niet binnendringen in voor het publiek niet toegankelijke constructies of installaties van openbaar nut.

Personen die daar door het gemeentebestuur niet toe werden gemandateerd, mogen geen kranen van leidingen of kanaliseringen, schakelaars van de openbare verlichting, openbare uurwerken, signalisatieapparaten, noch uitrustingen voor telecommunicatie bedienen die zich op of onder de openbare weg of in openbare gebouwen bevinden.

Art. 59.

Iedere persoon die door het bestuur aangemaand wordt bouwwerken die dreigen in te storten, te herstellen of af te breken, dient daar onverwijld toe over te gaan; zo niet zal daar door het bestuur toe

overgegaan worden op kosten en risico van de overtreder.

Art. 60.

Het is verboden gazon, aarde, stenen of materialen te verwijderen op plaatsen die tot het openbaar domein van de gemeente behoren, zonder daartoe de toelating te hebben gekregen.

Afdeling 8.

Brandpreventie

Art. 61.

Zodra er brand uitbreekt dienen de personen die het vastgesteld hebben, dit onmiddellijk te melden aan, hetzij het politiekantoor, hetzij de dichtsbijgelegen brandweerdienst, hetzij het centraal noodnummer.

Art. 62.

De personen die zich bevinden in een gebouw waarin brand is uitgebroken, alsook in de omringende gebouwen moeten :

1. onmiddellijk gevolg geven aan de bevelen van de brandweer, burgerbescherming, politie of andere openbare diensten waarvan de tussenkomst vereist is om het onheil te bestrijden;
2. de toegang tot hun gebouw mogelijk maken;
3. het gebruik van waterpunten en alle middelen om de brand te bestrijden waarover ze beschikken mogelijk maken.

Art. 63.

Zijn verboden op de openbare weg en in voor het publiek toegankelijke plaatsen: het parkeren van voertuigen en het plaatsen, zelfs tijdelijk, van zaken die het vinden, de toegang tot of het gebruik van waterbronnen voor het blussen van branden kunnen verhinderen of storen.

Art. 64.

Het is verboden de signalen voor identificatie of het vinden van waterbronnen voor het blussen van branden te beschadigen, te verbergen of te laten verbergen.

Art. 65.

De brandkranen, deksels of luiken die de kamers die de brandkranen en putten afsluiten, moeten steeds vrij, goed zichtbaar en gemakkelijk bereikbaar zijn.

Art. 66.

Wanneer een evenement zoals een fuif, een dansfeest of elke andere bijeenkomst georganiseerd wordt in een voor het publiek toegankelijke plaats waarvan de organisatoren niet kunnen bewijzen dat de plaats beantwoordt aan de veiligheidsvoorschriften, met name in toepassing van de regelgeving inzake brandveiligheid, kan de burgemeester het evenement verbieden en kan de politie in voorkomend geval het etablissement doen evacueren en sluiten.

Art. 67.

De uitbaters van etablissementen die gewoonlijk toegankelijk zijn voor het publiek, zelfs indien die toegang pas wordt verleend onder bepaalde voorwaarden, zijn verplicht zich te houden aan de aanbevelingen en directieven van de Gewestelijke dienst Brandpreventie.

Zolang dat ze niet voldoen aan deze directieven en aanbevelingen, mogen de uitbaters geen publiek toelaten in hun etablissement.

Afdeling 9

Bijzondere bepalingen die in acht dienen te worden genomen bij sneeuw of vrieskou

Art. 68.

De met sneeuw of ijzel bedekte trottoirs moeten vrijgemaakt of slipvrij gemaakt worden over tweederden van hun breedte, met een minimum van 1,50 m.

De sneeuw moet aan de rand van het trottoir opgehoopt worden en mag niet op de rijweg gegooid worden. De rioolkolken en straatgoten moeten vrijblijven.

Dit moet gedaan worden door de in artikel 12 van onderhavig reglement beoogde personen, volgens de erin vastgelegde bepalingen.

Het strooien van zand of andere producten met het oog op het doen smelten van sneeuw of ijs op de treden van buitentrappen, op trottoirs of op de openbare weg, ontheft de personen die daartoe overgaan niet van hun verplichting tot onderhoud van trottoirs, overeenkomstig artikel 12 van onderhavig reglement.

Art 69.

Ijskegels die zich vormen aan de verheven delen van gebouwen die over de openbare weg uitsteken , dienen verwijderd te worden.

Deze verplichting geldt voor de in artikel 12 van onderhavig reglement beoogde personen, volgens de erin vastgelegde bepalingen.

Art. 70.

Het is verboden op de openbare weg :

- water te gieten of te laten vloeien bij vriesweer;
- glijbanen aan te leggen;
- sneeuw of ijs te storten dat afkomstig is van privé-eigendommen.

Art. 71.

Behoudens toelating, is het verboden zich op het ijs te begeven van kanalen, waterbekkens, waterlopen en vijvers.

Afdeling 10.

Ontspanningsactiviteiten en -plaatsen

Art. 72.

\$1. De toestellen ter beschikking gesteld van het publiek op gemeentelijke speelterreinen of speeltuinen moeten zo gebruikt worden dat de openbare veiligheid en rust niet in het gedrang komen. Kinderen onder de zeven jaar dienen vergezeld te zijn van een van hun ouders of de persoon aan wiens hoede ze werden toevertrouwd.

\$2. De gemeente is niet aansprakelijk voor gebeurlijke ongevallen op een gemeentelijk speelterrein.

Afdeling 11.

Van het gedrag op de openbare weg.

Art. 73.

Er mogen geen meubels of andere goederen geladen of gelost worden tussen 22 en 7 uur, behoudens door de bevoegde overheid afgeleverde toelating.

Bij het vervoeren, hanteren, laden en lossen van voorwerpen op de openbare weg moet erover gewaakt worden dat de voetgangers niet verplicht worden het trottoir te verlaten, dat ze zich niet stoten of worden verwond, dat noch de veiligheid noch de vlotte doorgang, noch de openbare rust in het gedrang komen.

Art. 74.

Het is de klanten van grote winkelcentra verboden winkelkarren op de openbare weg achter te laten. De uitbaters van grote winkelcentra zijn verplicht alle nodige maatregelen te nemen die de naleving van deze bepaling vrijwaren; bovendien zijn ze verplicht de identificatie van de winkelkarren te vrijwaren.

HOOFDSTUK IV - DE OPENBARE RUST**Art. 75.**

Het is verboden tussen 22 en 7 uur lawaai of rumoer te veroorzaken dat de rust van de omwonenden verhindert.

Art. 76

\$1. Behoudens toelating van de Burgemeester, in het kader van private of publieke organisaties en met uitzondering van de terrassen van drankgelegenheden, is het verboden om alcoholische dranken te nuttigen op de openbare weg tussen 22.00 en 09.00.

\$2. Onder alcoholische drank wordt verstaan elke drank (gegist, geweekt, gedistilleerd of andere) bevattende ethylalcohol of ethanol.

Art. 77.

Het hanteren, laden of lossen van materialen, toestellen of voorwerpen die geluiden kunnen voortbrengen, zoals platen, bladen, dozen, vaten of metalen of andere recipiënten, vallen onder de volgende principes :

1. deze voorwerpen dienen gedragen te worden en niet gesleept, geplaatst en niet geworpen;
2. als deze voorwerpen omwille van hun afmetingen of hun gewicht niet gedragen kunnen dienen ze uitgerust te zijn van een voorziening waardoor ze geluidloos verplaatst kunnen worden.

Art. 78.

Behoudens toelating van de Burgemeester zijn volgende zaken verboden op de openbare weg :

1. Stem, - instrumentale of muzikale diffusie;
2. het gebruik van luidsprekers, versterkers of andere apparaten die geluidsgolven produceren reproduceren;
3. kermisparades en -muziek.

Art. 79.

Onder voorbehoud van de voorschriften voor de veiligheid en de openbare netheid, is het verboden om het gelaat volledig te bedekken zodanig dat de identificatie van de persoon onmogelijk of moeilijk is, zich vermomd, geschminkt of verkleed te bevinden op de openbare weg of in plaatsen toegankelijk voor het publiek uitgezonderd :

- 1° tijdens Vastenavond, de zondag die eraan voorafgaat, de zondag die erop volgt, en de zondag die volgt op de donderdag van Halfvasten;
- 2° voor de deelnemers aan een toegestane historische, folkloristische of carnavalstoet
- 3° tijdens een gemaskerd bal

Behoudens toelating is het dragen van een masker verboden.

Art. 80.

Onverminderd de wetten, besluiten en reglementen betreffende de geluidshinder, mag de intensiteit van geluidsgolven geproduceerd in private eigendommen of in voertuigen die zich op de openbare weg bevinden, als ze hoorbaar zijn op de openbare weg, het niveau van het straatgeluid niet overschrijden. De overtredingen tegen onderhavige bepaling die aan boord van de voertuigen worden begaan, worden veronderstelt door de bestuurder te zijn begaan.

Art. 81.

\$1. De alarmsystemen die ofwel gebouwen of voertuigen uitrusten, mogen in geen enkel geval door hun onophoudelijk afgaan de buurt storen.

Bij gebrek aan ieder verantwoordelijke persoon die binnen de tien minuten een einde kan stellen aan deze hinder, mogen de politiediensten de nodige maatregelen nemen om een einde te stellen aan deze hinder, op kosten en risico van de overtreder.

Onder verantwoordelijke personen verstaat men :

- voor de voertuigen : de eigenaar of ieder rechthebbende
- voor de gebouwen : de eigenaar of de personen gevisieerd door artikel 12 van dit

reglement.

§2. Het alarm wordt gedefinieerd als een apparaat dat waarschuwt wanneer er ingebroken wordt of wanneer er een indringer aanwezig is of rook geproduceerd wordt.

§3. Het is verboden gebruik te maken of over te gaan tot het plaatsen van elk afstotend dispositief, hetzij sonoor of ultrasoon, waarbij de propagatie van golven storen of een of meerdere personen, die zich bevinden op de openbare weg, of in een plaats of etablissement toegankelijk tot het publiek, of in de buurt ervan, zou kunnen storen.

Art. 82.

Het is verboden aan deuren aan te bellen of te kloppen met als doel de bewoners te storen.

Art. 83.

§1. De bepalingen van onderhavig artikel zijn van toepassing op de etablissementen die gewoonlijk voor het publiek toegankelijk zijn, ook al is het er slechts onder bepaalde voorwaarden toegelaten.

§2. Onverminderd de wettelijke bepalingen betreffende de strijd tegen geluidshinder, mag het voorgebracht geluid binnen de voor het publiek toegankelijke etablissementen, zowel overdag als 's nachts, het niveau van het straatlawaai niet overschrijden als het hoorbaar is op de openbare weg.

§3. Het is verboden voor uitbaters van voor het publiek toegankelijke etablissementen, café-, cabaret-, restauranthouders en uitbaters van danszalen en algemeen degenen die wijn, bier of andere dranken verkopen, hun etablissement te sluiten zolang er zich een of meer cliënten bevinden.

§4. De politie kan de voor het publiek toegankelijke etablissementen doen evacueren en sluiten als wanorde of lawaai wordt vastgesteld die de openbare rust of de rust van omwonenden kan storen. Als de wanorde of het lawaai blijft aanhouden, kan de Burgemeester iedere maatregel nemen die hij nuttig acht om een einde te stellen aan de storing, meer bepaald door de gedeeltelijke of volledige sluiting van het etablissement te bevelen gedurende de uren en voor de duur die hij bepaalt.

Art. 84.

Het is verboden buiten de zones waar het door de Burgemeester toegelaten is, bezig te zijn met op afstand bestuurde modelvliegtuigen, - boten of - wagens. Het door deze apparaten voortgebrachte geluid mag in geen geval de openbare rust verstoren.

Art. 85.

Elke vergadering, toegankelijk voor het publiek, die plaats heeft in een zaal met een minimumcapaciteit van honderdvijftig personen, moet minstens 8 dagen op voorhand aan de Burgemeester ter kennis worden gebracht.

Art. 86.

Indien de openbare orde - voornamelijk de rust - rondom een etablissement dat toegankelijk is voor het publiek verstoord wordt, door gedragingen die voortkomen uit het etablissement, kan het College beslissen om het etablissement voor een bepaalde duur te sluiten, dit overeenkomstig de wetten, reglementen en ordonnances die van toepassing zijn. In ieder geval en in geval van spoed, zal het College de uitbater(s) en hun argumenten moeten verhoren.

De Burgemeester mag eveneens beslissen om een etablissement voor een maximum termijn van drie maanden te sluiten. Deze maatregel stopt met uitvoerende kracht te hebben van zodra deze beslissing niet wordt bevestigd door het College bij haar eerste bijeenkomst. In ieder geval, behalve bij spoed, moet de Burgemeester de uitbater(s) en hun argumenten verhoren.

HOOFDSTUK V - DE GROENE RUIMTEN

Art. 87.

In de zin van onderhavig hoofdstuk verstaat men onder groene ruimten de openbare plantsoenen, parken, tuinen en alle stukken van de openbare ruimte buiten de rijbaan, die openstaan voor het verkeer van personen en in hoofddorpe bestemd zijn voor wandelen of ontspanning.

Art. 88.

Onderhavig hoofdstuk is van toepassing op alle gebruikers van de groene ruimten. Het wordt aangeplakt op een of meer ingangen van groene ruimten.

Art. 89.

De openingsuren van de groene ruimten zijn aangeplakt op een of meer ingangen. De bevoegde overheid kan er indien nodig de sluiting van bevelen

Art. 90.

Niemand mag zich toegang verschaffen tot groene ruimten buiten de openingsuren.

Art. 91.

Onverminderd de wettelijke bepalingen is het, in de groene ruimten, verboden :

1. over afsluitingen te klimmen;
2. zich te begeven op plaatsen waar de toegang is verboden;
3. dieren te voederen zonder toelating van het College van Burgemeester en Schepenen;
4. gebruik te maken van de infrastructuur voor andere doeleinden dan die waarvoor ze bestemd zijn;
5. een schuilhut in te richten in een groene ruimte;
6. er hout te sprokkelen;
7. groen afval te deponeren;
8. kinderen van minder dan 11 jaar zonder toezicht achter te laten ;
9. er eerder wat te verkopen, behoudens toelating van het College van Burgemeester en Schepenen.

Art. 92.

De fysieke of morele personen die toestemming hebben gekregen om een, al dan niet permanent, activiteit te beoefenen in een groene ruimte, op zichzelf of door anderen, moeten de nodige schikkingen treffen om het eventuele afval te verwijderen. Behoudens toelating van het College van Burgemeesters en Schepenen mag dit afval niet worden opgeslagen in het park.

Art. 93.

Geen enkele grootschalige activiteit mag ingericht worden in de groene ruimten. Toelatingen kunnen afgeleverd worden door het College van Burgemeester en Schepenen, in voorkomend geval, vergezeld van voorwaarden.

Art. 94.

In een groene ruimte mag niemand zich overgeven aan activiteiten die ander gebruikers kunnen hinderen, de rust van de plaats en de bezoekers kunnen storen.

Art. 95.

Behoudens door de bevoegde overheid afgegeven toelating mag geen enkel motorvoertuig in groene ruimten circuleren en parkeren.

Art. 96.

Niet-gemotoriseerde voertuigen, fietsen, steps, skateboards en rolschaatsen zijn verboden in groene ruimten, met uitzondering van kinderwagens en rolstoelen voor minder-validen, alsook fietsen bestuurd door kinderen jonger dan 11 jaar en in de mate dat hun gedrag de veiligheid van de andere gebruikers niet in het gedrang brengt.

Fietsen, steps, skateboards en rolschaatsen mogen gebruikt worden op de daartoe bestemde plaatsen.

Art. 97.

Het is verboden vuur te maken in groene ruimten, behalve op de daartoe ingerichte plaatsen.

Art. 98.

Het is verboden in groene ruimten reclameborden of -affiches te plaatsen of andere commerciële reclamemiddelen te gebruiken zonder toelating van de bevoegde overheid.

Art. 99.

\$1. Het is verboden dieren binnen te brengen in speelterreinen.

\$2. Behoudens toelating van de bevoegde overheid is het verboden gevaarlijke of omvangrijke voorwerpen in groene ruimten binnen te brengen.

\$3. Dieren moeten met alle gepaste middelen vastgehouden worden, minstens met een korte leiband. Dieren waarover men de hoede heeft, mogen hun uitwerpselen enkel in de speciaal daartoe ingerichte plaatsen achterlaten.

\$4. Behoudens toelating, is het verboden in groene ruimten voedsel voor zwervende dieren of duiven achter te laten, neer te leggen of te werpen.

\$5. Het is verboden om binnen de groene ruimten dieren te nemen, te doden, te verwonden of op stang te jagen, alsook nesten of eieren van vogels te vernietigen.

Art. 100.

Het is verboden te vissen zonder toelating.

Art. 101.

Behoudens toelating, is het in groene ruimten verboden te kamperen in een tent of in een voertuig.

Art. 102.

Het is verboden de plaatsen die voor wel bepaalde spelen of sporten voorbehouden zijn, voor andere spelen of sporten of voor andere doeleinden te gebruiken.

Art. 103.

Het is verboden de groene ruimten te vervuilen, op welke manier dan ook, door eigen toedoen of door toedoen van personen, dieren of zaken waarover men de hoede of toezicht heeft.

Het is verboden het ijs dat gevormd is op het water in groene ruimten, te vervuilen door er voorwerpen, substanties of dode of levende dieren op te werpen of te gieten.

Het is verboden te baden in het water van groene ruimten of er wat dan ook in te wassen of onder te dompelen.

Art. 104.

Het is verboden knoppen en bloemen of planten te verwijderen.

Het is verboden bomen te verminken, schudden of ontschorsen; takken, bloemen of andere planten af te rukken of af te snijden; palen of andere voorwerpen voor de bescherming van aanplantingen uit te rukken; wegen en dreven te beschadigen; zich te begeven in bloemperken en -tapijten, ze te vernietigen of te beschadigen en in bomen te klimmen.

Art. 105.

\$1. De toegang tot grasperken is verboden voor alle personen en dieren voor zover dit verbod door specifieke panelen is aangeduid.

\$2. De toegang tot de grasperken is toegestaan:

- hetzij voor personen en uitsluitend voor het wandelen,
- hetzij voor personen die er ook balspelen mogen doen, in die mate dat dit de veiligheid en/of de rust van de andere gebruikers niet in het gedrang brengt.
- hetzij om er aan boogschieten te doen. De organisatoren dienen alle nodige maatregelen te nemen om de veiligheid van de beoefenaars, de toeschouwers en de voorbijgangers te waarborgen.

\$3. De toegang tot de grasperken gebeurt op verantwoordelijkheid van de gebruikers.

\$4. Het College van Burgemeester en Schepenen kan op advies van de technische dienst van de groene

ruimten afwijken van onderhavig artikel voor de organisatie van uitzonderlijke evenementen.

HOOFDSTUK - DIEREN

Art. 106.

Het is verboden op de openbare weg :

1. eender welk dier te laten rondzwerven; rondzwervende dieren dienen geplaatst te worden overeenkomstig artikel 9 van de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren;
2. dieren achter te laten in een geparkeerd voertuig als dat een gevaar of ongemak kan opleveren voor personen of voor de dieren zelf; deze bepaling is ook van toepassing in openbare parkings ;
3. agressieve dieren of dieren die personen of andere dieren kunnen bijten, of dieren met besmettelijke ziekten bij zich te hebben, als ze geen muilband dragen; deze bepaling is ook van toepassing in voor het publiek toegankelijke plaatsen;
4. dieren bij zich te hebben waarvan het aantal, het gedrag of de gezondheidstoestand de openbare veiligheid of gezondheid in het gedrang zouden kunnen brengen;
5. een hond op te winden om aan te vallen of agressief te worden, of hem voorbijgangers of andere huisdieren te laten of doen aanvallen of achtervolgen, ook al brengt dat geen enkel kwaad of schade teweeg.

Art. 107.

Behoudens toelating is het africhten van een dier in de openbare ruimte verboden.

Deze bepaling is niet van toepassing op de africhting van dieren door politiediensten.

Art. 108.

De dieren moeten met alle middelen beheerst en vastgehouden worden, en minstens met een korte leiband, op iedere plaats van de openbare weg , met inbegrip in galerijen en doorgangen op voor het publiek toegankelijk privé-gebied.

Art. 109.

De eigenaars van dieren of de personen die, al is het maar occasioneel op de dieren letten, dienen erover te waken dat deze dieren :

- de omstanders op geen enkele manier storen;
- de aanplantingen of andere voorwerpen in de openbare ruimte niet beschadigen.
- geen ongelijk veroorzaken aan andere dieren.

Art. 110.

Overeenkomstig artikel 7 van onderhavig reglement zijn de personen die een hond begeleiden, verplicht te zorgen voor de opruiming van de uitwerpselen van de hond op de openbare weg, met inbegrip van plantsoenen, parken, groene ruimten van lanen en openbare tuinen, met uitzondering van de speciaal daartoe ingerichte plaatsen.

Deze personen dienen de uitwerpselen van hun hond te verwijderen:

- hetzij door middel van een plastic zakje, in voorkomend geval op verschillende plaatsen van de gemeente ter beschikking gesteld in automatische verdeelmachines, en volgens de erop beschreven werkwijze;
- hetzij op een andere gepaste manier.

Art. 111.

Het is verboden op de openbare weg voertuigen en andere machines te doen bewaken door honden, ook al zijn deze vastgebonden of in het voertuig geplaatst.

Art. 112.

Het is verboden een dier binnen te brengen, zelfs gehouden door een doeltreffend middel, in de voor het publiek toegankelijke etablissementen waartoe dat dier geen toegang heeft, hetzij op basis van een intern reglement dat aan de ingang uithangt, hetzij door borden of pictogrammen die dat duidelijk maken, dit alles onverminderd de wettelijke en reglementaire bepalingen betreffende de hygiëne van de lokalen en de personen in de voedingssector.

HOOFDSTUK VII - AMBULANTE HANDEL

Art. 113.

Het College van Burgemeester en Schepenen bepaalt de staanplaatsen die voorbehouden zijn voor de uitoefening van ambulante handel.

Deze plaatsen mogen enkel bezet worden met de toelating van de burgemeester, volgens de door de gemeente vastgestelde procedure.

Art. 114.

Personen die hun beroep uitoefenen op de overeenkomstig de bepalingen van voorgaand artikel ingenomen staanplaatsen, mogen er hun aanwezigheid niet aankondigen door geroepen of gesproken boodschappen of met andere middelen.

Art. 115.

De handelaars die hun activiteit met behulp van een voertuig uitoefenen, mogen de openbare veiligheid en de vlotte doorgang, de openbare rust, netheid en gezondheid niet in het gedrang brengen.

Onverminderd artikel 33 van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemene regeling van de politie op het wegverkeer mogen deze handelaars, om het cliënteel van hun komst te verwittigen, geen gebruik maken van geluidsmiddelen die de openbare rust kunnen verstoren.

Art. 116.

§1. Het is verboden :

1. een kermis te organiseren of zich als foorkramer te vestigen op een voor het publiek toegankelijk privaat terrein zonder toelating van de bevoegde overheid.
 2. een kermisattractie te installeren of de installatie ervan op te slaan buiten de voorziene plaatsen en data voor iedere kermis of foor, hetzij bij het overeenkomstig lastenboek , hetzij bij de bevoegde overheid, alsook in de gevallen dat deze laatste de intrekking van de concessie of de toelating beveelt;
 3. voor de uitbaters hun voertuigen elders te plaatsen dan op de door het bestuur aangeduide plaatsen.
- De kermisattracties en de voertuigen geplaatst in overtreding met onderhavige bepaling moeten verplaatst worden bij het eerste politiebevel. Bij ontstentenis zal het bestuur ertoe overgaan op kosten en risico van de overtreder.

§2. In geval van overtreding van onderhavig artikel kan het College van Burgemeester en Schepenen de administratieve schorsing of de administratieve intrekking van de toegekende vergunning bevelen.

HOOFDSTUK VIII - BESTRAFFING VAN BURGERRECHTELIJKE BESCHIKKINGEN

Art. 117.

Iedere verhuurder of diens gevolmachtigde die in iedere openbare of officiële aankondiging betreffende de verhuring van een goed dat bestemd is voor bewoning in de ruime zin van het woord, de gevraagde huurprijs of het bedrag van de gemeenschappelijke lasten niet vermeld heeft, kan overeenkomstig artikel 1716 van het Burgerlijk Wetboek, gestraft worden met een administratieve boete van 50 tot 200 euro.

HOOFDSTUK IX - SLOTBEPALINGEN

Administratieve sancties

Art. 118.

« Bij ontstentenis van een strafrechtelijke vervolging, wordt elke persoon die een inbreuk gepleegd heeft op het artikel 526 (vernieling of beschadiging van grafstenen, standbeelden of kunstvoorwerpen), 534bis (graffiti), 534ter (beschadiging van andermans onroerend goed), 537 (vernieling van bomen en enten), 545 (vernieling van afsluitingen, grenspalen, hoekbomen), 559 1° (vrijwillige beschadiging of vernieling van roerende eigendommen), 561 1° (nachtlawaai), 563 2° (vrijwillige beschadiging van afsluitingen) of 3° (feitelikheden of lichte gewelddaden) van het Strafwetboek gestraft met een administratieve boete van maximaal 250 euro. »

De inbreuken op de bepalingen van de artikelen 5 tot en met 60, 63 tot en met 74, 76 tot en met 85, 90 tot en met 117 van dit reglement zijn vatbaar voor een administratieve boete, mits een eventuele voorafgaande waarschuwing binnen de 3 maanden, en voor de gevallen waarin het mogelijk is te voorzien in een voorafgaande bemiddeling door een bevoegde dienst die werd aangeduid door de bevoegde ambtenaar.

Bovendien, in geval van een inbreuk op de bepalingen van de artikelen 9, 29, 38, 46, 66, 67, 86, 112, 114 kan het College van Burgemeester en Schepenen bovenop een administratieve boete die eventueel kan opgelegd worden, een administratieve opschorting of intrekking van een vergunning of toelating opleggen of een administratieve sluiting van het betrokken gebouw opleggen. Deze laatste sancties kunnen enkel opgelegd worden na een voorafgaande waarschuwing.

Bij samenloop van een strafrechtelijke sanctie en een administratieve sanctie , zullen de bepalingen van het artikel 119bis §7 en §8 van de nieuwe gemeentewet van strikte toepassing zijn. Dit wil zeggen dat het oorspronkelijk proces-verbaal overgemaakt zal worden aan de procureur des Konings, die over een termijn van twee maanden beschikt om te beslissen of een strafrechtelijke vervolging zal ingezet worden.

Indien er strafrechtelijke vervolgingen worden ingezet, zal de administratieve procedure onmiddellijk opgeschort worden. Daarentegen, indien geen enkele strafrechtelijke vervolging werd ingezet, kan de administratieve procedure vervolgd worden.

Art. 119.

Bij een eerste inbreuk zal de administratieve boete voor een meerderjarige maximum 100 euro bedragen en voor een minderjarige maximum 75 euro.

Bij een nieuwe inbreuk op de voorafgaande bepalingen of bij herhaling binnen een termijn van een jaar, beginnende vanaf de laatste administratieve sanctie die werd opgelegd, zal het bedrag van de boete kunnen opgetrokken worden tot 250 euro, naar gelang het oordeel van de bevoegde ambtenaar.

Het maximum van een administratieve boete is beperkt tot 125 euro, of de helft van het mogelijke maximum bij meerderjarigen, wanneer het gemeentelijk reglement handelingen bestraft die gepleegd zijn door minderjarigen die ouder zijn dan 16 jaar.

Art 120.

Voor het verstrijken van de termijn, bepaald in het artikel 119 bis par. 9,2° van de Nieuwe Gemeentewet, of voor het verstrijken van deze termijn, indien de overtreder bekend heeft gemaakt de feiten niet te betwisten, of, in voorkomend geval, na de mondelinge verdediging door de overtreder of zijn raadsman, kan de sanctionerende ambtenaar de in het politiereglement voorziene administratieve boetes opleggen. De gemeentelijke ambtenaar die gemachtigd is administratieve sancties op te leggen kan, indien hij dit opportuun acht, de overtreder voorstellen om te voorzien in een bemiddelingsprocedure. Conform artikel 119ter van de Wet van 17 juni 2007 is hij verplicht deze toe te passen indien zij betrekking heeft op minderjarigen die de volle leeftijd van zestien hebben bereikt op het tijdstip van de feiten. Deze bemiddeling heeft uitsluitend tot doel de dader van de inbreuk de mogelijkheid te bieden de schade die hij heeft aangebracht, te vergoeden of te herstellen.

De beslissing om een administratieve boete op te leggen wordt bij aangetekend schrijven ter kennis gebracht aan de overtreder en in geval van een minderjarige overtreder, aan de minderjarige, evenals aan zijn vader en moeder, zijn voogden of de personen die het gezag over hem uitoefenen. De beslissing dient binnen een termijn van zes maanden ter kennis worden gebracht aan de betrokkenen. Deze termijn gaat in op de dag van de ontvangst van het afschrift van het proces verbaal of van de ontvangst van de vaststelling door de overtreder. De overtreder kan binnen een termijn van een maand vanaf de kennisgeving van de beslissing bij verzoekschrift een beroep instellen bij de politierechtbank volgens de burgerlijke procedure. Indien de beslissing evenwel betrekking heeft op minderjarigen die de volle leeftijd van zestien jaar hebben bereikt op het tijdstip van de feiten, wordt hoger beroep ingesteld bij kosteloos verzoekschrift bij de jeugdrechtbank.

De toepassing van administratieve sancties of andere, doet in geen enkel opzicht afbreuk aan het recht van de Burgemeester om over te gaan tot noodzakelijke maatregelen, om de materiële uitvoering van het huidige reglement te vrijwaren, dit op kosten en op eigen risico van de overtreder.

De toepassing van de administratieve sancties doet zich steeds voor zonder afbreuk te doen aan de teruggave, de schade en de intresten die aan de partijen verschuldigd kunnen zijn.

Strafbepalingen

Art. 121.

Zonder afbreuk te doen aan de straffen die voorzien zijn door de wetten, decreten, besluiten of reglementen van algemeen, gewestelijk en provinciaal bestuur, zullen de overtredingen op dit reglement die niet administratief gesanctioneerd worden bestraft worden met politiestraffen.

Het gewijzigd algemeen politiereglement treedt in werking op 8 juli 2013 en zal van toepassing zijn op alle inbreuken die sinds deze datum op het grondgebied van de gemeente Schaarbeek worden gepleegd.

Beraadslaagd, in openbare vergadering, te Schaarbeek, op 26 juni 2013.

Namens de raad :

Jacques Bouvier
Gemeentesecretaris

Bernard Clerfayt
Burgemeester-Voorzitter